

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité



MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE

**ETATS GENERAUX POUR UNE BONNE GOUVERNANCE DU
SECTEUR DES PECHEES de la République de GUINEE,
Conakry, 16- 21 SEPTEMBRE 2013**

SEPTEMBRE 2013

ETATS GENERAUX POUR UNE BONNE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES PECHEES De la République De GUINEE, Conakry, 16- 21 SEPTEMBRE 2013

Sous l'impulsion de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Professeur Alpha CONDE, le Gouvernement guinéen a décidé l'organisation des Etats généraux du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture à Conakry du 16 au 21 septembre 2013.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par :

- Le discours de bienvenue de Monsieur Moussa CONDE, Ministre de la Pêche et de l'Aquaculture,
- L'Allocution de Monsieur Kabiné KOMARA, Haut Commissaire de l'OMVS,
- L'Allocution de Monsieur Obiang Isaïas OBAMA, Représentant de la FAO,
- Le discours d'ouverture de Son Excellence Monsieur le Professeur Alpha CONDE Président de la République.

Les travaux de la réunion ont été présidés par Monsieur Ansoumane FOFANA, Ministre Conseiller à la Présidence de la République chargé de la Pêche et de l'Aquaculture, assisté de Monsieur Abdourahmane KABA, Secrétaire Général du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture. Messieurs Serge Garcia et Steve Cunningham ont joué les rôles de modérateurs.

La cérémonie de clôture, le samedi 21 septembre, a été marquée par :

- L'allocution du Ministre de la Pêche et de l'Aquaculture, présenté par Monsieur Marc YOMBOUNO, Ministre de l'Agriculture ;
- L'allocution de Monsieur Ibrahima Gourouza Magagi, représentant du NEPAD
- L'allocution de Madame Bénédicte Brucet, représentante de l'AFD
- Le discours de clôture de Son Excellence Monsieur le Professeur Alpha CONDE, Président de la République.

La liste des participants aux travaux est jointe en annexe où on trouvera également un lexique des sigles utilisés dans ce rapport.

Présentation des résultats de la réunion des Etats généraux au Président de la République¹

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Cette semaine a été particulièrement chargée et riche pour tous les participants aux **Etats Généraux pour une Bonne Gouvernance du Secteur des Pêches de la République de Guinée**.

La réunion de cette semaine a été le point culminant d'un processus qui a duré plusieurs mois et qui a produit un diagnostic concernant les cadres juridiques et institutionnels de la pêche, la recherche halieutique, le suivi, contrôle et surveillance, la pêche maritime, la pêche continentale et l'aquaculture ainsi que la valorisation, le contrôle de qualité et la commercialisation des produits.

Ces diagnostics ont été débattus en séance plénière et ont été formellement validés. Les rapports représentent une contribution majeure à la réflexion entreprise en Guinée sur le futur du secteur des pêches.

Les participants ont ensuite approfondi l'analyse pour identifier de manière encore plus précise les éléments qui permettront de développer les **propositions d'investissement** et la **feuille de route** que vous avez demandées et également de mettre à jour et d'affiner :

- **La Lettre de Politique de Développement des Pêches et de l'Aquaculture,**
- **Le Plan d'action Sectoriel de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture 2012-2016,** et
- **L'Avant-Projet de Stratégie pour le Développement Durable du Secteur de la Pêche et de l'Aquaculture.**

Pour ce faire, les participants ont décidé de focaliser leur analyse sur les 4 sous-secteurs des pêches maritimes industrielles et artisanales, des pêches continentales et de l'aquaculture. Pour chaque secteur, ils ont traduit les objectifs généraux que vous avez indiqués en objectifs spécifiques et identifié les conditions préalables à leur réalisation. Ils ont également examiné les indicateurs macro-économiques disponibles ou à élaborer ; les cadres juridiques et réglementaires et institutionnels ; les besoins en capacités humaines ; la question centrale de la gestion et de l'accès aux ressources ; la valorisation des produits et les marchés ; les interactions entre les sous-secteurs ; les processus et les contraintes de transition, etc.

Les résultats obtenus ont été présentés et seront consolidés en un rapport riche en propositions spécifiques. Il m'est impossible de vous présenter tous ces résultats et je vais donc vous en donner, si vous me le permettez, un aperçu forcément limité mais qui reflètera, je l'espère, l'esprit de la réforme que les propositions impliquent.

¹ Ce texte a été préparé au nom de tous les participants par Serge Garcia ancien directeur département pêches FAO et Steve Cunningham du Projet « Partenariat pour les Pêches Africaines » du NEPAD. Il a été lu par Serge Garcia.

PECHE MARITIME

Tout d'abord, en ce qui concerne la pêche maritime, il est important de souligner que même si, pour des raisons pratiques, elle est conventionnellement divisée en deux secteurs, artisanal et industriel, elle doit toujours être considérée, développée et gérée comme un ensemble avec des interactions très fortes (des conflits et des synergies) au niveau des ressources communes, des espaces utilisés et des marchés.

Les informations disponibles indiquent que la pêche maritime produit environ 150.000 tonnes par an pour une valeur de 210 millions de dollars soit respectivement 70% et 80% de la production halieutique nationale. L'exploitation des ressources maritimes génère aussi des emplois, contribue à la sécurité alimentaire et au développement économique, surtout en ce qui concerne la pêche artisanale. Cette dernière produit environ 96.000 tonnes pour une valeur d'environ 768 milliards de francs guinéens et génère environ 50 000 emplois directs et 500 000 emplois indirects. Elle est un facteur de développement économique. Les experts ont souligné l'importance particulière du secteur pour la sécurité alimentaire et l'emploi des populations, y compris les plus défavorisées.

Ces acquis peuvent être facilement compromis par une mauvaise gestion et une réforme de la gouvernance est nécessaire pour les sécuriser, notamment à travers une modification des conditions d'accès et d'usage,

Les chiffres semblent indiquer que, compte tenu des limitations naturelles de productivité, il sera difficile d'augmenter la capture de la pêche maritime. Cette situation est courante et on l'interprète parfois comme la fin de son développement. Ce n'est pas le cas et l'expérience acquise ailleurs montre qu'avec une réforme de la vision stratégique du secteur, on peut maintenir sa production et accroître très sensiblement sa contribution au PIB. Pour développer cette vision et aligner la stratégie, il est urgent d'élaborer des indicateurs macroéconomiques pertinents.

Parmi les nombreuses actions envisagées pour améliorer la situation de la **pêche maritime**, les Etats Généraux ont souligné la nécessité:

1. D'engager une réforme institutionnelle et réglementaire renforçant l'aménagement par pêcheries et mettant en cohérence les institutions sectorielles existantes (CNSHB, CNSP, DNPM, ONP, FASPA, ONSPA, Code de la pêche, etc.). Une attention particulière a été apportée à la création d'une **Direction de l'Aménagement des Pêches**, à la mise en place effective du **Conseil Consultatif**, au renforcement des capacités programmatiques de la surveillance et à l'adaptation de la recherche aux objectifs d'aménagement;
2. De renforcer le diagnostic concernant l'état des stocks et les paramètres macro et micro-économiques relatifs à l'exploitation, la valorisation et le commerce, pour permettre aux autorités politiques de formuler une vision stratégique pour le développement du secteur conforme aux objectifs de *meilleures contributions du secteur à la croissance économique, à la sécurité alimentaire et à la création des emplois* que vous avez soulignés.
3. D'explorer les possibilités de développement de la pêche artisanale tout en contrôlant l'accès aux ressources et les pratiques de pêche pour ne pas risquer un effondrement qui serait catastrophique.
4. D'améliorer la valorisation des produits de la pêche en mettant tout en œuvre pour mettre fin à la suspension des exportations vers l'Union Européenne et en améliorant la distribution et la commercialisation y compris sur les marchés intérieurs. Cet

objectif nécessite la réhabilitation du circuit routier qui profitera à l'ensemble de l'économie qui devra le financer

PECHE CONTINENTALE

La contribution de la pêche continentale est inférieure à celle de la pêche maritime (28.000 emplois, 12.000 pêcheurs, 45.000 tonnes) mais elle conserve encore un potentiel de développement des débarquements non négligeable et assure un approvisionnement direct à l'intérieur du pays, contribuant directement à la sécurité alimentaire en milieu rural souvent défavorisé. Le sous-secteur semble avoir atteint un niveau d'exploitation intensif sur certains bassins mais il reste quelques bassins peu ou pas exploités où des productions supplémentaires non négligeables pourraient être obtenues si les contraintes environnementales pouvaient être supprimées et les structures améliorées. Ces deux ensembles appellent des mesures différentes :

1. Dans les bassins fortement exploités, il faut mettre en place des systèmes de gestion permettant d'éviter une surexploitation dommageable tout en s'assurant que les impacts des activités non halieutiques (mines, agriculture) ne viennent pas affecter le potentiel. Comme pour la pêche maritime une attention particulière devra être apportée à la contribution de cette pêche à la croissance économique et à la sécurité alimentaire ;
2. Dans les bassins à développer, un appui pour la construction d'infrastructures pourrait se justifier après des estimations fiables des potentiels, des moyens à mettre en œuvre, des bénéfices escomptés, et de la capacité d'absorption des marchés;
3. Les infrastructures nécessaires sont d'utilité publique et devraient être réalisées en collaboration avec d'autres Ministères.

AQUACULTURE

L'aquaculture guinéenne sera marine et continentale. Ce secteur en est à ses tous premiers pas et tout reste à faire. Il n'existe à l'heure actuelle aucun problème important d'environnement mais il sera préférable de penser à la gestion du secteur en même temps qu'à son développement. Le contexte guinéen est particulièrement favorable au développement de l'aquaculture semi-intensive à intensive qui pourrait connaître rapidement un développement exponentiel comme c'est le cas dans quelques pays africains (Egypte, Nigeria, Ghana, Ouganda), à condition que les autorités nationales créent un climat favorable à son développement. Les experts soulignent que :

1. La pisciculture **semi-intensive intégrée aux activités agricoles** (pisciculture associée à la culture du riz et à l'élevage des volailles, des porcs ou des petits ruminants) devrait permettre de produire du poisson à faible coût accessible aux familles à faible revenu, de diversifier les productions des paysans et d'améliorer leurs revenus ;
2. L'écart entre les prix de production et de vente de poissons comme les tilapias et les clarias devrait attirer les investisseurs privés dans ce secteur pour développer une **production intensive (PME)**;

Il sera important d'assurer l'adéquation des développements aux potentiels et aux marchés visés.

CONCLUSIONS

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs

Ayant, avec mes collègues invités assisté aux débats je puis vous assurer que nous avons été très heureux de reconnaître sans difficulté la qualité du diagnostic qui nous a été soumis. Nous avons également découvert l'existence de documents comme la lettre de Politique de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture, le Plan d'action et le projet de stratégie qui attestent d'un travail sérieux de préparation de cette réunion et de son suivi éventuel. Ces documents représentent une bonne fondation pour cet exercice même s'ils restent à affiner, compléter, mettre à jour, à la lumière des résultats de nos travaux

Si vous nous le permettez, Monsieur le président, mes collègues et moi voudrions attirer particulièrement votre attention sur les points suivants :

1. Les rôles respectifs de l'Etat et des opérateurs du secteur. Les actions proposées supposent souvent un effort financier conséquent qu'il faudrait pouvoir comparer aux performances attendues, avec des indicateurs macroéconomiques qui pour le moment font souvent défaut. Il faudrait mettre en place une stratégie permettant au secteur privé de jouer son rôle (système de droits individuels ou communaux), par exemple.
2. Priorité à l'aménagement : la réalisation du potentiel important de contribution au PIB de la pêche maritime exige de mettre un accent systématique sur la gestion de la pêche et donc de renforcer cette fonction de l'Etat, par exemple par la mise en place d'une Direction de l'Aménagement des Pêches et de plans de gestion.
3. Priorité à la transparence et à la sécurité des investissements avec la mise en place de systèmes de droits de propriété ou d'usage juridiquement défendables, appuyés, sur le continent, par un cadre foncier. Vous avez souligné, Mr. le Président, le parallèle avec le secteur minier et nous voudrions signaler que contrairement au pétrole ou aux diamants, la ressource halieutique est une mine inépuisable si elle est bien gérée.
4. Les choix stratégiques : la Guinée se trouve face à certains choix stratégiques fondamentaux qui, s'ils n'ont pas encore été examinés, mériteraient une attention particulière. Par exemple :
 - a. *Quelle place accorder à la pêche étrangère, artisanale ou industrielle dans le schéma de développement guinéen ?*
 - b. *Quelle place relative accorder à la pêche artisanale et à la pêche industrielle ? Comment partager formellement l'accès aux ressources ? Dans certaines conditions il serait peut-être intéressant d'étendre vers le large la zone de pêche artisanale mais en cantonnant les pêcheurs artisans à cette zone, afin de créer des zones exclusives pour les deux sous-secteurs réduisant les conflits ?*
 - c. *Compte tenu de ces questions, faut-il un port industriel ou plusieurs points de débarquement aménagés pour la pêche artisanale favorisant la gestion du territoire, la distribution des produits, etc. Ou bien faut-il envisager les deux ?*
 - d. *Quelle peut être la place de l'écotourisme dans la pêche, et ses potentiels de diversification et de valorisation ? La Guinée dispose de ressources emblématiques, de cultures et de paysages et une synergie avec la pêche pourrait être envisagée.*

La réponse à ces question aura des incidences importantes sur les types d'investissements à envisager, sur leur calendrier, sur les types et le montant des bénéfices (et pertes) à prévoir, et sur leur distribution dans la population guinéenne et au dehors des frontières.

L'analyse de ces options devrait être entreprise au plus vite avant de procéder à des investissements lourds et irréversibles. Cela suppose la disponibilité d'indicateurs macroéconomiques qu'il est urgent d'élaborer (en coopération avec d'autres services de l'Etat).

Mais quels que soient les investissements envisagés, il est important de souligner encore une fois le besoin d'une bonne gouvernance pour en sécuriser les résultats.

Pour conclure, Mr Le Président, et pour répondre aux questions que vous nous avez posées lors de votre ouverture de notre réunion, les Etats Généraux ont produits les éléments permettant de mettre à jour et d'affiner la lettre de Politique, le Plan d'Action et le Projet de Stratégie, et indiqué les directions dans lesquelles des investissements seraient bénéfiques. Ils ont produit également un premier projet de chronogramme des actions envisageables qui tiennent compte des capacités d'action actuelles de la Guinée et des collaborations et améliorations futures.

Les ressources halieutiques et aquacoles de la Guinée représentent un potentiel important de richesse durable. Pour réaliser ce potentiel, les Etats Généraux devraient être le tremplin d'une réforme du secteur selon l'orientation stratégique que vous déciderez. Cette réforme pourrait rentrer dans les plans en cours d'élaboration sous l'égide de L'Union Africaine avec le concours du NEPAD pour une stratégie de réforme de la pêche dans les pays africains. Elle intégrerait également les efforts en cours de la FAO en Guinée et dans la région pour faciliter une telle réforme.

LES ETATS GENERAUX

I- REUNION PREPARATOIRE

En prélude à cette rencontre, une réunion préparatoire a été organisée du 20 au 23 mai 2013 à Conakry, avec la participation de cinq (5) experts internationaux reconnus pour leur compétence et leur expérience. Ils sont venus en appui pour produire une synthèse du diagnostic (aussi large que possible) sur l'état actuel du secteur et sa trajectoire récente, en traitant des questions relatives aux aspects suivants : les plans stratégiques, la restructuration du ministère pour que les institutions du secteur soient en adéquation avec les nouveaux enjeux du pays. Mais aussi les aspects économiques, écologiques, ceux de la coopération et ses missions, l'observatoire, la détermination de la structure pertinente d'inspection et de contrôle des produits de la mer, la question du Conseil Consultatif fonctionnel permettant l'implication des acteurs concernés par rapport aux questions touchant le secteur et la transparence dans la gestion.

1.1– Synthèse des résultats

La Guinée dispose de ressources halieutiques importantes et, dans une moindre mesure, aquacoles. Beaucoup de ces ressources sont exploitées et, pour certaines, probablement surexploitées. Des stocks majeurs sont toutefois exploités dans des conditions qui sont loin de garantir à la Guinée toutes les retombées économiques et sociales et au titre de la sécurité alimentaire qu'elle pourrait en espérer. Les captures illégales privent les pêcheurs Guinéens d'une part importante de leurs ressources et les carences de la surveillance et du contrôle des pêches nuisent à l'image de la Guinée au point qu'elle risque d'être considérée comme un Etat non coopératif dans la lutte internationale contre le fléau des pêcheries dites INN. Les débarquements sont loin d'être valorisés au mieux, faute de filières de transformation qui garantissent des débouchés à forte valeur ajoutée et qui sont en incapacité de remplir les conditions sanitaires nécessaires à l'exportation vers l'UE (agrément). Des possibilités de développement existent par ailleurs (cf. pisciculture) qui n'ont pas encore été pleinement explorées.

Ce constat n'est pas nouveau. Des diagnostics lucides ont été établis à plusieurs reprises, et des dispositifs ont été décidés et ont pu bénéficier d'un début de mise en place. Des projets prometteurs ont été lancés, dont la dynamique s'est grippée. Sans mésestimer les progrès réellement accomplis comme par exemple en matière de surveillance en mer où des progrès récents importants sont à souligner. Néanmoins, force est de constater qu'il est fréquent que les objectifs affichés sont loin d'être atteints et que les dispositifs « théoriques » restent loin d'être pleinement opérationnels. La Guinée ne dispose pas toujours de ce qui constitue la base même d'une bonne gouvernance des pêches, à savoir un système statistique qui fournisse en temps utile des données de base fiables et complètes. Des défauts de mise en œuvre affectent aussi beaucoup de textes et de dispositions juridiques et réglementaires. Le corpus législatif et réglementaire est gravement affaibli par l'absence de textes d'application cruciaux. Certaines dispositions s'avèrent inadaptées ou insuffisantes (cf. barème des sanctions pour le chalutage en zone côtière protégée) ou font simplement défaut (encadrement du mareyage). Beaucoup de textes sont ignorés de ceux qui sont directement concernés, et certaines dispositions sont de fait ignorées dans la pratique, sciemment ou non, à l'exemple de l'interdiction des filets en fibre synthétiques dite "mono filament". Certaines règles ont aussi été contournées, au titre par exemple des nominations, ou des fonctions réglementaires dévolues à une structure qui peuvent être assumées par d'autres, ce qui vide

les textes officiels de leur substance. Si chacun prône la concertation, le partage des informations et la coopération entre services dans le respect des attributions de chacun, trop d'informations ne circulent pas entre services et/ou ne sont pas transmises aux professionnels concernés, faute notamment d'une informatisation efficace. Les décisions ne respectent pas toujours les cheminements prévus.

Il n'est pas exceptionnel non plus que, là où des équipements ont été acquis, ils soient loin d'être actuellement pleinement efficaces, notamment parce que la maintenance n'en a pas été assurée, parce que les crédits de fonction ou les moyens en personnel doté du bon profil font défaut. Il arrive aussi qu'il soit impossible de garantir que les sommes issues d'un mécanisme de financement ou obtenues dans les budgets et destinées à des tâches précises, parviennent bien en temps utile à ceux qui doivent en être les bénéficiaires.

Au plan du personnel, tant dans ce qui relève de la puissance publique ou de l'activité professionnelle, et au-delà de la question des effectifs globaux, il est fréquent que les personnes n'aient pas la formation et le profil requis par leur poste nominal. Beaucoup ne travaillent pas, non seulement dans les fonctions où ils seraient les plus utiles, mais aussi là où ils devraient géographiquement se trouver (cf. Problème de déconcentration et de décentralisation).

Au titre des décisions non suivies d'effets, il convient de noter que le choix affiché en faveur des pêches artisanales côtières par l'interdiction du chalutage en zone protégée est crucial. C'est l'arbitrage le plus important rendu à ce jour sur les conflits d'usage potentiels des ressources et zones de pêche : il affecte un nombre élevé d'emplois et des zones isolées et économiquement défavorisées. Les pêcheurs concernés sont à ce jour loin d'avoir obtenu de la part de la puissance publique la protection des droits élémentaires que tous en théorie leur reconnaissent.

Si beaucoup sont conscients des enjeux pour la Guinée d'une bonne gouvernance des pêches, et si la réunion a confirmé la bonne volonté partagée de l'ensemble des acteurs, tout plan pour l'avenir doit d'abord s'attacher à vaincre le **scepticisme** et la **défiante** que la **déception** des espoirs antérieurs a générés. C'est pourquoi le diagnostic du secteur dégage trois (3) axes à mettre en œuvre rapidement:

1 - Faire en sorte que les structures/dispositifs/équipements dont le fonctionnement est très en deçà des ambitions affichées reçoivent les améliorations nécessaires ou soient ramenés à ce qui est possible, ou abandonnés si par exemple la réflexion approfondie le suggère.

2 - Donner priorité dans les (deux) années qui viennent au règlement d'un nombre limité de problèmes importants mais urgents (incursions des chalutiers dans les zones côtières réservées et autres problèmes liés aux pêches illégales dites INN, mise en place d'un dispositif accrédité de garantie d'hygiène et de salubrité, mise en place des plans d'aménagement par pêcheries, pluriannuels, consensuels, évolutifs et efficaces pour atteindre les objectifs de la stratégie à mettre en œuvre).

3 - Préparer l'avenir à plus long terme en posant les bases d'une gestion saine et durable du secteur des pêches et de l'aquaculture, reposant sur des acteurs motivés, compétents, intègres et ayant le sens des responsabilités, qui permette à la Guinée d'en retirer les bénéfices qu'elle peut en espérer.

1.2– Mesures urgentes prises à l'issue de la réunion préparatoire

Suite au diagnostic effectué durant la réunion préparatoire, les mesures urgentes suivantes ont été prises :

- Création d'un Office de Contrôle Sanitaire des Produits de la Pêche.
- Restauration de l'autonomie de gestion du Centre National de Surveillance (CNSP) et celle du centre de recherche (CNSHB), en mettant en place leur Conseil d'Administration respectif et le Conseil Scientifique pour le CNSHB.
- Augmentation des amendes et pénalités accessoires applicables aux infractions de pêche.
- Préparation des éléments pour la création d'une nouvelle zone côtière pour éviter l'incursion des chalutiers.
- Mise en place de licences de pêches biométriques depuis juillet 2013 et dont la gestion, du style de « passeports diplomatiques », est très rigoureuse.
- Création, auprès du Président de la République d'un Comité chargé de l'instruction des amendes de licences de pêches industrielles et semi industrielles en :
 - (i) veillant à ce que l'effort de pêche soit compatible avec les objectifs de gestion et de conservation des ressources halieutiques ;
 - (ii) s'assurant de la véracité des informations relatives au pavillon, au numéro d'immatriculation, et aux caractéristiques des navires demandeurs de licence de pêche ;
 - (iii) formulant, le cas échéant, des recommandations en vue de la réduction de la capacité de pêche afin d'établir un équilibre durable entre celle-ci et les ressources disponibles.

II – RAPPORT DE LA REUNION DES ETATS GENERAUX

Après les restitutions des travaux issus de l'atelier préparatoire faites par les cadres nationaux, l'ensemble des documents soumis aux participants² a été validé.

Des discussions ont porté sur l'amendement de l'agenda. Les propositions initiales étaient le maintien des groupes identifiés lors de la réunion préparatoire des Etats généraux. Les experts ont suggéré de fédérer les groupes et de discuter des questions transversales.

Quatre groupes thématiques ont été mis en place :

1. Pêche industrielle maritime
2. Pêche artisanale maritime
3. Pêche continentale
4. Aquaculture

²La liste des documents est la suivante : 1) diagnostic consolidé du secteur de la pêche et de l'aquaculture, 2) note synoptique, 3) compte rendu des travaux de la réunion préparatoire, 4) TDR des groupes thématiques, 5) Plan Stratégique de la recherche halieutique en Guinée, 6) Conseil Consultatif du secteur de la pêche et de l'aquaculture, 7) Etats généraux pour une bonne gouvernance du secteur de la pêche et de l'aquaculture, 8) Observatoire National des Pêches, 9) Proposition de textes de restructuration du MPA (Réf : PAMPA, structure actuelle), 10) études diagnostics, 13) documents d'avant projet, etc.

Chaque groupe a pour objectif de traiter des interactions avec les autres thématiques pour les questions transversales. Les rapports des groupes thématiques permettront d'enrichir le Projet de Stratégie de Gestion du Secteur des Pêches et de l'Aquaculture (2014-2018).

Un guide de discussion autour des thématiques ci-dessous a été proposé :

- Interprétation des objectifs attendus du sous-secteur.
- Préalables nécessaires.
- Indicateurs macro-économiques du sous secteurs (tonnage, captures, valeurs, emplois, contribution aux PIB, etc.).
- Eléments concernant les cadres juridiques et réglementaires.
- Renforcement institutionnels et capacités humaines.
- Gestion et l'accès aux ressources.
- Valorisation.
- Interactions entre les sous-secteurs.
- Contraintes de transition (coûts des réformes, processus de transition, etc.).
- Coopération.
- Etc.

GROUPE THEMATIQUE "PECHE INDUSTRIELLE MARITIME"

Trois priorités urgentes à présenter au Chef de l'Etat

La pêche maritime représente un domaine d'implication des populations guinéennes tant du point de vue du savoir faire dans l'exploitation des ressources que de l'intérêt alimentaire des populations. Le potentiel halieutique attaché au pays représente un capital naturel. Vu cette importance, les trois priorités suivantes sont soumises au Chef de l'Etat :

1. Engager une réforme institutionnelle et réglementaire globale et dans ce sens aller vers le principe d'aménagement par pêcheries et mettre en cohérence les institutions sectorielles (CNSHB, CNSP, DNPM, ONP, FASPA, ONSPA, Code de la pêche, etc.) et donner une attention particulière à la création de la Direction de l'Aménagement, la mise en place effective du Conseil Consultatif, le renforcement des capacités programmatiques de la surveillance et l'adaptation de la recherche aux objectifs d'aménagement;
2. Renforcer les éléments du diagnostic tant du point de la connaissance de l'état des stocks que de la connaissance des paramètres économiques (macro et micro) en rapport avec le secteur des pêches (exploitation, valorisation, commerce). Le renforcement urgent de ce diagnostic devrait permettre aux autorités politiques de formuler une vision pour le développement du secteur conformément aux objectifs de meilleures contributions du secteur à la croissance économique, à la sécurité alimentaire et à la création des emplois ;
3. Finaliser et valider les projets de plans stratégiques (Recherche et avant projet de la stratégie, etc.), en les consolidant par les résultats des assises des Etats Généraux. Cet exercice devra aboutir à l'actualisation de la LPDPA, à la formulation d'une vision politique, à un document de stratégie assorti d'un plan d'investissement.

1. Interprétation des objectifs de développement du secteur des pêches de la République de Guinée

La Lettre de Politique de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (LPDPA) 2012-2016 assigne comme objectif au secteur de la pêche de « *assurer une exploitation durable des ressources halieutiques pour en tirer les meilleurs bénéfices économiques et sociaux* ».

Tel que formulé, l'objectif n'exprime aucune orientation quand à un modèle d'exploitation particulier des ressources halieutiques [industriel ou artisanal].

Les documents stratégiques disponibles et portés à la connaissance du groupe de travail ne contiennent pas ou peu d'éléments relatifs au diagnostic économique des pêcheries et du secteur. Ceci pose un problème de référence quand on vise l'amélioration des bénéfices

économiques et sociaux et indirectement l'optimisation de la rente qui est un des objectifs de la gestion durable des pêcheries.

Par contre, pour les ressources ciblées par les pêches industrielles, des indicateurs biologiques sont d'ores et déjà disponibles (données sur la situation des stocks, les espèces ciblées, les diagrammes d'exploitation etc.). On interprète les bénéfices sociaux comme un ensemble de bénéfices contribuant à l'optimisation de la rente, la réduction de la pauvreté et notamment de la lutte contre l'insécurité alimentaire.

La question du modèle de développement durable de la pêche se pose. Est ce que le mandat de la pêche industrielle est bien explicité ? Est ce que l'objectif répond à la question de la modernisation de la flotte ? Est ce que le développement d'une flotte nationale est une priorité ? Quels sont les arbitrages à effectuer, en termes d'accès à la ressource, entre les différents segments des pêcheries ? Existe t-il un segment dont le développement doit être prioritaire à l'échelle nationale ?

2. Préalables nécessaires

Le groupe a interprété la notion de préalables nécessaires, comme des actions pouvant être conduites immédiatement sans recherche de moyens supplémentaires ou engagement de réformes difficiles. A ce titre 4 préalables sont suggérés :

a) Accès à la ressource: Inciter le Chef de l'Etat à faire une déclaration forte sur l'engagement de mettre en conformité les droits de pêches avec les autres formes de droits selon les principes de transparence et d'unicité des droits s'appliquant à l'ensemble des acteurs professionnels du secteur et ce quelque-soit leur statut (artisan ou industriel). Ceci étant destiné à mettre l'ensemble des institutions publiques et privées dans le mouvement de réforme des mécanismes régulant les pêches et l'accès aux ressources halieutiques et aquatiques.

b) Partage des connaissances sur l'état des ressources halieutiques : Sous l'impulsion du CNSHB, une journée d'information devra être organisée pour présenter et partager avec les professionnels du secteur et l'administration les connaissances relatives aux ressources halieutiques. Cette journée d'information devra être ouverte aux autres parties prenantes des Ministères de tutelle de l'économie, des finances, du budget, du commerce et de l'environnement.

c) La ligne de base : Il est souhaitable que la Préfecture maritime puisse convoquer une réunion d'échange entre les services et groupes professionnels concernés par les délimitations sur le domaine maritime. Toutes les autres parties prenantes agissant sur le domaine maritime pourront aussi être impliquées.

d) Délocalisation des licences des pêches : Il faut séparer la fonction de surveillance de la fonction de délivrance des licences. Il faut ramener la gestion des licences à la Direction Nationale des Pêches Maritimes qui est en charge de l'exploitation des ressources.

3. Indicateurs macroéconomiques

Les indicateurs vont rendre compte de l'importance de la pêche sur le plan biologique, économique et social. Certains indicateurs sont transversaux et portent sur plusieurs secteurs (Sémaphore, Hygiène, Port industriel, etc.). Il existe un besoin d'analyses afin d'évaluer les revenus générés par les secteurs, les coûts associés et la rente. Dans un très court terme, ce travail pourrait être conduit au sein du Bureau Stratégie et Développement (BSD), une fois levées les contraintes par le renforcement des moyens du BSD. Les termes de référence et la supervision du travail pourront être assurés par une expertise internationale en charge de la validation des premiers résultats.

L'Observatoire National des Pêches (ONP) et le Ministère des finances et autres services apporteurs de compétences seront impliqués dans ces travaux. Ce travail sera exécuté en référence à des cadres méthodologiques qui seront portés à l'attention des personnes en charge des analyses selon des standards internationaux déjà utilisés. Une partie de ce travail a déjà commencé (travail sur le calcul de la rente) et devra être approfondi.

Dans la perspective de l'élaboration du plan d'aménagement des pêches, il est impérieux de poursuivre les activités d'évaluation des stocks.

4. Cadre juridique et réglementaire

Le cadre juridique et réglementaire existant ne prend pas en compte les évolutions récentes du secteur. Il n'intègre pas toutes les dispositions des Conventions internationales et sous régionales. A cela s'ajoute plusieurs problèmes de diffusion et d'application des textes existants.

L'ensemble de la fiscalité devra être analysé pour servir de base de régulation face à certains comportements qu'il conviendra d'inciter ou de freiner selon les stratégies d'aménagement et de développement voulues.

Créer les conditions favorables à la promotion et au développement de l'investissement privé dans le secteur de la pêche ainsi qu'à l'approche comparative à l'échelle des pays concurrents et/ou de la sous région.

Il convient de procéder à la mise à niveau des textes juridiques, l'harmonisation des textes, leur diffusion et étudier pour les mettre en œuvre, les moyens nécessaires à leur vulgarisation en direction des acteurs des pêches maritimes (mise à disposition sur site de pêche, traduction, vulgarisation, etc.).

Il faut veiller à ce que les conditions d'application effective des textes soient assurées et suivies (contrôles internes à l'administration, moyens nécessaires sur le terrain). Il convient de mettre en place une commission qui statue et rend compte régulièrement de l'applicabilité des textes. Cela n'est pas à confondre avec l'application des textes qui relève de l'inspection générale. L'applicabilité permet au moment de l'élaboration des textes de juger des besoins d'accompagnements éventuels tant du point de vue de l'entité publique qui devra la mettre en application que des acteurs (formation des entités administratives pour qu'elles comprennent les textes, mesures d'accompagnement des opérateurs pour qu'ils comprennent, etc.)

Les textes proposés ne répondent pas aux besoins de mise en œuvre de la nouvelle stratégie. Il est nécessaire de mettre en place un collège d'expertise nationale pour reprendre le travail de PAMPA et l'adapter aux résultats des états généraux.

Les moyens nécessaires seront couverts en partie par la FAO (demande de TCP en cours de finalisation), par l'appui des actions et moyens de la CSRP et d'autres partenaires à rechercher.

5. Renforcement des capacités institutionnelles

a) Documents d'expression de la politique sectorielle

Il existe une nécessité de renforcer et de hiérarchiser les documents de politique sectorielle, avec dans l'ordre l'expression d'une vision d'un document de Stratégie et d'un Plan d'Action le tout devant être lié à une lettre d'investissement. Ces documents devront être finalisés, mis en cohérence et portés à l'attention des partenaires techniques et financiers pour la mobilisation des financements. Cela suppose le recours au Comité de cohérence des politiques de pêches.

Mise en place d'une plateforme interministérielle pour communiquer et faire participer les autres ministères dans la mise en œuvre des réformes du secteur de la pêche pour porter à l'attention des ministères le contenu des réformes proposées dans le cadre de la stratégie et des documents issues des assises.

b) Réforme des institutions

Il faut engager un chantier permettant de mettre en adéquation les structures existantes aux besoins d'aménagement et de développement au service des objectifs assignés au secteur. Ce travail pourrait s'appuyer sur les résultats du programme d'appui au Ministère des Pêches et de l'Aquaculture (PAMPA) pour ce qui concerne les propositions relatives aux réformes et à tous les nouveaux textes et devra aboutir au renforcement institutionnel et des capacités humaines. Les mesures suivantes sont à envisager :

- Mise en place du **Conseil Consultatif** (selon le texte en vigueur) et demande au Conseil de traiter les questions de conflit pêche industrielle (PI) et pêche artisanale (PA) et autres détournements d'interprétation des textes de loi et règlements (navires collecteurs).
- **Création d'une Direction d'aménagement des pêcheries** qui devra être localisée au Ministère des pêches et de l'Aquaculture. Cette unité devra opérer en partenariat avec les autres services (Observatoire, Recherche, Surveillance, Finances, etc.) et acteurs de la pêche artisanale et industrielle par le biais du Conseil Consultatif. Le besoin de cette direction est justifié par le fait que l'on s'oriente vers une gestion par pêcheries. Les pêcheries ciblées pourront contenir à la fois des composantes artisanales et industrielles.
- **Rattachement de l'Observatoire National des Pêches (ONP)** au Cabinet du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture avec pour mandat d'assurer la coordination

des informations provenant des services fournisseurs de données, la centralisation, le traitement et la diffusion des données, selon une démarche proactive afin de répondre aux besoins des opérateurs et de l'administration nationale des pêches. L'observatoire devra jouer un rôle de plateforme d'échange susceptible de contribuer selon les besoins à la formation, information et appui aux producteurs de données.

c) Appui aux structures et institutions existantes

- **Suivi, contrôle et surveillance** : compte tenu de la création récente de la Préfecture Maritime pour la coordination des activités en mer, il est important que dès à présent soient mises en place des Conventions de coopération entre le CNSP et la Préfecture Maritime pour éviter des conflits de compétence dans la réalisation des missions de ces institutions. Une convention existe entre la Marine Nationale et le CNSP. Ces types de Convention devront permettre de mutualiser les moyens disponibles de navigation, les efforts de surveillance, la recherche de financement afin d'améliorer l'efficacité de la surveillance.
- Développer d'urgence un plan d'action pluriannuel identifiant les besoins en investissement, formation, redéploiement des personnels ainsi que les éléments de coopération sur lesquels peuvent s'appuyer les activités du CNSP. A cette occasion une attention particulière devra être portée sur les voies et moyens de développement d'une surveillance participative.
- Dans l'immédiat il convient d'améliorer les fonctionnalités et l'opérationnalisation du système VMS, garantir son fonctionnement 24h/24, faire une identification des sanctions et les appliquer. Promouvoir la coopération sous-régionale à travers la CSRP et développer des accords de partenariat avec la Guinée Bissau et la Sierra Léone.
- Assurer que les moyens du CNSP garantissent une production et diffusion régulière de l'ensemble de résultats de la surveillance.
- **Corps des Observateurs** : renforcer les capacités des observateurs dans la rédaction de rapports et restituer les réunions périodiques du Comité de suivi des statistiques au travers duquel des rapprochements sur les données ont été faits.
- Le secteur privé a besoin de formation dans le domaine de l'entrepreneuriat et de la gestion privée (comptabilité, fiscalité, etc.). Mise en place urgente d'un programme de formation et de perfectionnement des gens de mer, des professionnels. Il conviendra de rechercher les voies et moyens de mutualisation des structures de formation (Université, centre de formations professionnelles, etc..) existantes pour répondre aux besoins de formation des professionnels dans le court terme (école de formation des gens de mers, développement d'une feuille de route pour l'absorption des diplômés). Doter l'école de formation de moyens adéquats. En conformité avec les textes en vigueur relatifs à l'obligation d'embarquement de marins guinéens à bord des navires en activités dans les eaux guinéennes, il conviendrait de rattacher le Centre de Formation Professionnelle Maritime au Ministère des pêches et de l'Aquaculture et de s'assurer des capacités de formation de ces effectifs de marins.

- **Centre National des Sciences Halieutique de Boussoura (CNSHB)** : mettre en forme le document de stratégie pour la soumission aux bailleurs de fonds et agir à travers ce document et en direction des autorités nationales pour faire valoir le besoin budgétaire nécessaire à l'exécution des priorités et mandats du CNSHB.
- **Office National de contrôle Sanitaire de produits des Pêches et de l'Aquaculture (ONSPA)** : Rendre opérationnel l'ONSPA par une dotation en moyens, locaux et capacités humaines.
- Réaliser rapidement une étude de faisabilité pour l'inscription budgétaire 2014. Renforcer l'application des processus de contrôle sanitaire des navires.
- **Fonds d'Appui au Secteur privé de la Pêche et de l'Aquaculture (FASPA)** : le FASPA devrait centrer ses activités sur l'amélioration de l'environnement des affaires du secteur et le renforcement des capacités des acteurs. Dans ce sens, il faudra revoir son ancrage institutionnel et son mandat

6. Les Conditions d'accès

Il est recommandé que soient séparées les fonctions d'administration et de suivi de l'exploitation des ressources des fonctions d'aménagement. En conséquence, une Direction Nationale de l'Aménagement des Pêcheries devra être créée. La Direction Nationale de la Pêche Maritime (DNPM) gardera les missions relatives à la prise en charge des questions afférentes à l'exploitation des ressources halieutiques y compris les questions d'accès à la ressource. Il faudra mettre en place les capacités humaines nécessaires (au minimum un halieute, un économiste, un modélisateur avec l'appui d'un juriste). La mise en service de cette direction de l'aménagement pourra s'appuyer sur une expertise internationale dotée d'expérience et de capacités en la matière. Les moyens pourront être recherchés auprès du NEPAD (PAF), CSRP ou d'autres partenaires au développement. La Direction de l'aménagement devra s'appuyer en cas de besoin pour mettre en œuvre les protocoles des groupes de travail participatif pour l'élaboration des plans d'aménagement. Le Conseil Consultatif devra jouer un rôle de veille dans la progression des travaux de cette direction.

7. Infrastructure et valorisation

Pour les questions d'infrastructure, dans le contexte actuel marqué par la surexploitation de certaines ressources et le manque d'informations sur une partie relative à la production et le marché, il convient d'être vigilant dans l'engagement d'investissements publics lourds sans avoir auparavant amélioré la connaissance sur un certain nombre de flux de produits. Toutefois compte tenu de l'état des infrastructures dédiées aux pêches, l'Etat doit jouer un rôle moteur dans la mise à niveau de l'environnement sectoriel ; d'autant que certaines infrastructures vont contribuer à un meilleur suivi des activités des captures, des débarquements et du marché. Au delà de ce rôle moteur, il convient de développer des modalités de partenariat incitatif entre le public et le privé (modalités de concession transparentes ou rétrocession de ces infrastructures sur la base de modalités négociées). Entre dans ce champ d'intervention la création d'un port industriel, l'amélioration des conditions de débarquement de la pêche artisanales, les ateliers de marées, les unités de stockage (marché de Kénien), la réhabilitation du quai de pêche du Port Autonome de Conakry, etc.)

L'ensemble des éléments relatifs à la valorisation devront se placer en cohérence avec les objectifs de développement et d'aménagement des pêcheries, et devront répondre aux attentes de la lettre de politique sectorielle pour ce qui concerne le respect des pratiques durables, la recherche de meilleurs bénéfices économiques et sociaux.

L'ensemble des actions préconisées doivent être mises en cohérence avec les plans d'aménagement et articulées entre elles, pour éviter les conflits d'utilisation des ressources halieutiques. Dans ces activités suggérées on peut noter en priorité :

- Etudier pour corriger les pratiques en vigueur, la filière du fumage (véritable label guinéen). Améliorer cette forme de valeur ajoutée et réduire son impact sur l'environnement côtier et sur la santé des femmes fumeuses.
- Aider et inciter les établissements privés d'exportation (formation/normes sanitaires) à élargir leur gamme de produits (ex. filetage).
- Assurer le fonctionnement effectif de l'Autorité compétente (renforcement des capacités, respects des procédures, statistiques, etc.)
- Se doter des moyens d'accompagnement de mise aux normes sanitaires des établissements et des navires avec une inspection rigoureuse.
- Assurer le maintien de la chaîne de froid jusqu'au détaillant.
- Mettre l'accent à court terme sur le suivi des structures d'accueil des activités à terre avec une promotion d'un partenariat public-privé pour l'infrastructure de distribution à terre.
- Promouvoir les infrastructures de débarquement pour un meilleur suivi des activités de commerce.
- Renforcer les capacités des autorités compétentes en charge de l'hygiène de la filière (information, équipement, procédures, etc.).

PROPOSITION DE CHRONOGRAMME DU PLAN D'ACTION PÊCHE INDUSTRIELLE MARITIME

Préalables	Avant la fin de l'année 2013	Année 2014	Au delà de 2014
<p>Ensemble des préalables proposés</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Déclaration du Chef de l'Etat 2. Journée d'information sur l'état des stocks et des ressources (administration, profession, recherche) 3. Réunion sur la question de la ligne de base 4. Délocalisations des licences de pêches 	<p>Réformes institutionnelles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Création d'une Direction de l'aménagement 2. Installation du Conseil Consultatif 3. Réviser le mandat de l'ONP et le rattacher au Cabinet 4. Consolidation du diagnostic économique <ol style="list-style-type: none"> a. Expliciter le mandat du BSD b. Définir les TDR pour le BSD c. Renforcer les capacités du BSD, d. Identifier les moyens pour une expertise internationale 5. Cadre juridique et réglementaire : <ol style="list-style-type: none"> e. Mettre à niveau les textes juridiques en prenant en compte les Conventions internationales (y compris les Conventions sous-régionales) f. Etudier les moyens de renforcement de l'application effective des textes (création de la commission de veille sur l'applicabilité) g. Mettre en place un collège d'expertise nationale pour une revue du travail de PAMPA et la prise en compte des résultats des Etats généraux h. Elaborer une Convention de collaboration entre la préfecture maritime et le CNSP i. Elaborer un plan d'action pluriannuel (besoins et activités, personnel, etc.) j. Opérationnalisation du système VMS, fonctionnement, suivi et application k. Finaliser le document de stratégie de CNSHB l. Opérationnaliser l'ONSPA m. Revoir le mandat, l'ancrage et un plan prévisionnels des moyens du FASPA ; n. Doter la nouvelle Direction de l'aménagement des moyens juridiques et opérationnels correspondants à son mandat. Définir son plan de travail (ex. définir les pêcheries prioritaires, etc.) o. Assurer le suivi des structure d'accueil des activités à terre par une promotion du partenariat public/privé p. Amélioration de la connaissance sur les flux commerciaux des produits q. Réalisation d'une campagne d'évaluation des stocks démersaux 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Préparation d'un Plan d'action pluriannuel SCS 2. Mise en place d'un programme de travail sur les plans d'aménagement 3. Mise en place d'une plateforme interministérielle afin de communiquer et faire participer d'autres Ministères aux réformes du secteur 4. Engager le travail de l'élaboration du plan national d'action de lutte contre la pêche INN 5. Identifier les formes d'appui et de renforcement du secteur privé ; 6. Améliorer la filière fumage (développer ce label guinéen) 7. Appuyer le secteur privé à élargir sa gamme de produits d'exportation ; 8. Assurer le fonctionnement effectif de l'Autorité compétente 9. Appuyer la mise aux normes sanitaires des navires et des établissements à terre 10. Assurer le maintien de la chaîne de froid jusqu'au détaillant 11. Pour les infrastructures à terre, développer des modalités de partenariat incitatif entre le public et le privé (concessions transparentes ou rétrocessions) 12. Actualiser les études et poursuivre la recherche des financements pour la réalisation du port de pêche industriel de Kamsar 13. Réhabiliter le quai de pêche et les entrepôts d'accueil 14. Réhabilitation des infrastructures de stockage et de conservation (Marché de Kénien) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation du port 2. Certaines activités commencées en 2013 peuvent continuer au delà de 2014

RECAPITULATIF DES QUESTIONS POSEES EN PLENIERE :

Après la restitution, plusieurs questions ont été soulevées dont les réponses se trouvent dans le texte revu par le groupe. La synthèse portant sur les domaines des questions soulevées est présentée ci-dessous.

1. Applicabilité des textes alors que l'inspection générale suit l'application des textes.
2. Développer un cadre de coopération dans le cadre de la Convention entre le CNSP et la Préfecture maritime.
3. Aménagement :
Pertinence d'une direction Aménagement (créer une nouvelle direction ou scinder la DPM entre la direction de la pêche artisanale et la pêche industrielles maritimes).
4. Infrastructure :
 - a. Port de pêche industriel : ne vient qu'en renforcement de la durabilité sinon on crée un excès d'effort.
 - b. Création/réhabilitation d'ateliers des marées.
 - c. Réhabilitation du marché de poissons de Kénien.
 - d. Sogui pêche (Concession portuaire).
5. Ecole de formation : est ce que nous avons tenu compte de la nécessité d'imposer aux armateurs l'obligation d'embarquement.
6. ONP : en faire un service rattaché risque de l'handicaper pour son accès aux ressources financières.

GROUPE THEMATIQUE "PECHE ARTISANALE MARITIME"

I - Interprétation des objectifs attendus du sous secteur :

Les objectifs suivants ont été identifiés par le groupe :

1-1 - Sécurité alimentaire : Assurer à la population un approvisionnement régulier du marché en poisson de qualité à un coût raisonnable (disponibilité, accessibilité et stabilité).

1-2-Création de l'emploi : Donner la possibilité de travail à toute la filière et aux activités connexes des acteurs de la pêche artisanale maritime.

1-3- Création de richesse : Augmenter les revenus des opérateurs, contribution du secteur au Trésor Public et créer de la valeur ajoutée aux produits de pêche.

1-4-Gestion durable de la ressource : Exploiter les ressources en garantissant les mesures de protection et restauration des écosystèmes marin, côtier et estuarien.

II - Préalables nécessaire :

1. Elaboration/Actualisation, application et vulgarisation des textes juridiques et réglementaires.
2. Elaborer et meubler le cadre organique pour l'ONSPA.
3. Identification des besoins de formation des acteurs.
4. S'assurer que les plans de pêche tiennent compte des spécificités de la pêche artisanale.
5. Evaluation du niveau d'exploitation supportable du stock côtier par la pêche artisanale.
6. Renforcement des capacités des organisations professionnelles (OP) et acteurs à travers l'amélioration de leur structuration et l'amélioration des possibilités d'accès aux crédits.
7. La sensibilisation des acteurs à la cogestion des ressources.
8. La clarification de l'accès et l'allocation des ressources entre pêche artisanale et industrielle en vue d'une réduction des conflits entre les acteurs des deux filières (les dispositions réglementaires devront préciser que la pêche artisanale est autorisée à s'exercer jusqu'à 12 milles marins au-delà de la ligne de base).

III - Indicateurs macro-économiques du sous secteur (tonnage, captures, valeurs, emplois, contribution aux PIB, etc.)

Quelques données sur la valeur de la pêche artisanale maritime

Production totale (T) en 2011	96.017
Prix moyen estimé (FG/kg)	8 000
Valeur estimée de la production (FG)	768.136.000.000
Valeur estimée de la production (USD)	109 733 714
Quantité estimée de produits mis sur le marché national (T)	96 017
Emplois totaux estimés en 2009	50 000

Recommandations :

- Evaluation des valeurs ajoutées de la filière.
- Amélioration du système de collecte, de traitement et de diffusion des données de la pêche artisanale.
- Mise en place d'un dispositif permettant la collecte des données requises pour l'évaluation de la contribution de la pêche artisanale maritime au PIB.
- Actualisation, tous les 5 ans, des données disponibles de la pêche artisanale à partir de 2014.

IV - Eléments concernant les cadres juridiques et réglementaires

- Elaboration/actualisation, application et vulgarisation des textes juridiques et réglementaires.
- Elaboration et mise en œuvre des statuts des débarcadères de pêche artisanale afin que la tutelle soit le Ministère de la pêche et de l'aquaculture et qui soit aussi le Maître d'œuvre des infrastructures.
- Elaboration et mise en œuvre de lois/arrêtés portant statut des corps des métiers du secteur.
- Etablissement des manuels de procédures de gestion des infrastructures de pêche artisanale.

V - Renforcement institutionnels et capacités humaines

- Renforcer des structures du MPA pour l'atteinte des objectifs de réduction durable de la pauvreté.
- Renforcer les capacités du CNSHB afin de lui permettre de fournir au MPA des recommandations pertinentes pour la mise en œuvre d'une gestion durable des ressources halieutiques.
- Doter l'Autorité Compétente (l'Office National de contrôle Sanitaire des produits de la Pêche et de l'Aquaculture (ONSPA) de locaux appropriés et conséquents servant de siège.

VI - La gestion et l'accès aux ressources**Gestion**

- Implication des communautés à la base dans la gestion des ressources (Elaboration, détermination et mise en œuvre des mesures de gestion au niveau local).
- Immatriculation des embarcations de pêche artisanale.

L'accès aux ressources

- Autorisation préalable du Ministre de la pêche ou de son délégataire avant la construction des barques de pêche artisanale (spécification du type de pirogue, mode de propulsion et des engins ...) ; une fiche technique doit être conçue à cet effet par le service compétent du ministère.
- Réservation des activités de la pêche artisanale aux nationaux et ressortissants de la CEDEAO dans le cadre d'accords de pêche.
- Limitation du nombre d'embarcations étrangères opérant dans les eaux guinéennes.

VII - La valorisation

Objectifs attendus

- Contribuer à la sécurité alimentaire des populations dans le contexte d'une exploitation durable de la pêche maritime, continentale et de l'aquaculture.
- Retrouver l'accès au marché de l'Union Européenne.

Actions stratégiques

○ ***Production- Transformation***

- Mettre aux normes les moyens de conservation des produits halieutiques à bord.
- Mettre aux normes les moyens de transport et de conservation des produits à terre.
- Mettre aux normes les établissements de traitement et de transformation des produits.
- Formation des acteurs de la filière (public, privé).
- Promouvoir les technologies valorisantes existantes et mettre en place les nouvelles technologies de transformation appropriées (filets de poisson frais et poissons fumés, blancs de seiches, poissons salés séchés).
- Mettre aux normes les fabriques de glace (privé, Etat) et construction de nouvelles.
- Aménager les sites de débarquement.
- Lutter contre les pertes post capture.
- Valoriser les sous produits et déchets de poisson.
- Assurer la fourniture de courant électrique et d'eau au niveau des établissements à terre (fabriques de glace, chambres froides, usines de traitement etc....).
- Faciliter l'accès aux crédits pour les opérateurs de la filière.

○ ***Commercialisation***

- Organiser la profession de mareyage.
- Procéder à une étude des marchés (intérieur et extérieur).
- Réglementer l'accès aux marchés (activité de mareyage).
- Mettre en place le matériel et l'équipement de distribution (véhicules frigorifiques et isothermes).
- Procéder au désenclavement des zones de production.
- Simplifier les interventions administratives autour de la profession.

○ ***Contrôle de qualité***

- Adapter les textes existant aux règlements internationaux en vigueur.
- Doter l'autorité compétente de moyens (humains, financiers, matériels, équipements) nécessaires à son fonctionnement.
- Doter les laboratoires (LCVD, LAS) de moyens (financiers, consommables, matériels et équipements) de prélèvement et d'analyse.
- Renforcer les capacités du personnel d'inspection et les niveaux des laboratoires LAPH et LCVD.

- Réaménager à court terme les locaux du LCVD pour sa mise aux normes et son accréditation.
- Rendre autonome le LCVD sur le plan de la gestion administrative et financière.
- Ouvrir des postes d'inspection sanitaire à l'intérieur du pays et aux frontières.
 - **Recommandations**
- Engager sans délai le processus de mise aux normes de l'AC (ONSPA, LCVD, et les unités de production, débarcadères, fabriques de glace etc. ...) pour lever la suspension des exportations vers l'UE et réhabiliter le label de qualité des produits de Guinée.
- Renforcer l'axe de coopération technique entre l'Office National de contrôle Sanitaire des produits de la Pêche et de l'Aquaculture (ONSPA) de la Guinée et l'ONISPA de la Mauritanie.
- Mettre en place des mécanismes de financement et d'accès aux crédits adaptés aux organisations professionnelles du secteur de la pêche et de l'aquaculture

VIII - Interactions entre les sous secteurs

- Extension de la zone de pêche réservée à la pêche artisanale.
- Extension les opérations surveillance du CNSP aux activités de la pêche artisanale.
- Relance de la surveillance participative.
- Relance du concours de meilleur pêcheur pour faciliter le travail des agents chargés de la collecte des statistiques sur le terrain.

IX - Contraintes de transition (coût de la réforme, processus de transition, etc.)

- Réglementer l'importation des intrants de pêche.
- Mise en place d'un système de crédit adapté à travers un protocole d'accord avec les institutions de micro finance.
- Mise en place d'une Centrale d'achat des intrants dans le cadre d'un partenariat public/privé en vue du respect de l'interdiction des engins de pêche prohibés notamment les mono-filaments par la mobilisation du fonds du centime additionnel (Voir Loi L/11 du 10 juillet 2011 et l'Arrêté conjoint N°4557/MEF/MAE/MPA/SGG du 10 juillet 2000) et des accords de pêche.

X- Conservation des écosystèmes

- Protection de la mangrove.
- Renforcer le partenariat entre le MPA et les autres départements (Agriculture, Mines Industrie, Environnement, travaux publics...) pour la préservation et la protection des écosystèmes côtiers.
- Assurer la protection et la restauration des écosystèmes marins et côtiers.
- Moderniser et innover les techniques de fumage et de conservation de poisson.
- Trouver des alternatives à l'utilisation de bois de mangrove pour les usages domestiques et la construction.
- Limiter l'usage des produits phytosanitaires dans la riziculture.

PROPOSITION DE CHRONOGRAMME DU PLAN D'ACTION PÊCHE ARTISANALE MARITIME				
ACTIONS	URGENCE (Maintenant)	COURT TERME	MOYEN TERME	LONG TERME
I- PREALABLES NECESSAIRES				
- Elaborer/Actualiser, appliquer et vulgariser des textes juridiques et réglementaires.	XXXXXXXXXX			
- Elaborer et meubler le cadre organique de l'ONSPA.	XXXXXXXXXX			
- S'assurer que les plans de pêche tiennent compte des spécificités de la pêche artisanale.		XXXXXX		
- Evaluer le niveau d'exploitation supportable du stock côtier accessible à la pêche artisanale.	XXXXXXXXXX			
- Renforcer les capacités des organisations professionnelles (OP) et acteurs à travers l'amélioration de leur structuration et leur appui à l'accès aux crédits.			XXXXXX	
- Sensibiliser les acteurs à la cogestion des ressources.		XXXXXX		
- Clarifier l'accès et l'allocation des ressources entre pêche artisanale et industrielle en vue d'une réduction des conflits entre les acteurs des deux filières (les textes réglementaires devront préciser que la pêche artisanale est autorisée à s'exercer jusqu'à 12 milles marins au-delà de la ligne de base).	XXXXXXXXXX			
II- INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUE DU SOUS SECTEURS (tonnage, captures, valeurs, emplois, contribution aux PIB, etc.)				
- Mettre en place un dispositif permettant la collecte des données requises pour l'évaluation/contribution de la pêche artisanale maritime au PIB.			XXXXXX	
- Améliorer le système de collecte, de traitement et de diffusion des données de production de la pêche artisanale.	XXXXXXXXXX			
- Réaliser une enquête cadre sur la pêche artisanale en 2014.			XXXXXX	
- Reprise du concours du meilleur pêcheur pour encourager la fourniture des données statistiques sur la production de la pêche artisanale.		XXXXXX		
III- ELEMENTS CONCERNANT LE CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRES				
- Elaborer et mettre en œuvre les statuts des débarcadères de pêche artisanale afin que la tutelle soit le Ministère de la pêche et de l'aquaculture.		XXXXXX		
- Elaborer et mettre en œuvre la loi/arrêté portant statut des corps des métiers du secteur (Pêche, mareyage,...).		XXXXXX		
- Elaborer les manuels de procédures de gestion des infrastructures de pêche artisanale.		XXXXXX		
IV- RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES				
- Renforcer les structures du MPA (centrales et déconcentrées) pour l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté.		XXXXXX		

- Renforcer les capacités du CNSHB afin de lui permettre de fournir au MPA des recommandations pertinentes pour la mise en œuvre d'une gestion durable des ressources halieutiques.		XXXXXX		
- Rendre opérationnel le navire de recherche GLC.		XXXXXX		
- Doter l'Autorité Compétente (ONSPA) de locaux appropriés et conséquents servant de siège.	XXXXXXXXXX			
- Renforcement des structures du MPA pour l'atteinte des objectifs de réduction durable de la pauvreté.				
V- LA GESTION ET L'ACCES AUX RESSOURCES				
o GESTION				
- Impliquer les communautés à la base dans la gestion des ressources (Elaboration, détermination et mise en œuvre des mesures de gestion au niveau local).		XXXXXX		
- Immatriculation des embarcations de pêche artisanale.		XXXXXX		
o L'ACCES AUX RESSOURCES				
- Autorisation préalable du Ministre de la pêche ou de son délégataire avant la construction des barques de pêche artisanale (spécification du type de pirogue, mode de propulsion et des engins ...) ; une fiche technique doit être conçue à cet effet par le service compétent du ministère.		XXXXXX		
- Réserver les activités de la pêche artisanale aux nationaux et ressortissants de la CEDEAO dans le cadre d'accords de pêche.		XXXXXX		
- Limitation du nombre d'embarcations étrangères opérant dans les eaux guinéennes.		XXXXXX		
VI- LA VALORISATION				
o Production- Transformation				
- Mettre aux normes les moyens de conservation des produits halieutiques à bord des embarcations.		XXXXXX		
- Mettre aux normes les moyens de transport et de conservation des produits à terre.		XXXXXX		
- Mettre aux normes les établissements de traitement et de transformation des produits.		XXXXXX		
- Formation des acteurs de la filière (public, privé).			XXXXXX	
- Promouvoir les technologies valorisantes existantes et mettre en place les nouvelles technologies de transformation appropriées (filets de poisson frais et poissons fumés, blancs de seiches, poissons salés séchés).				XXXX
- Mettre aux normes les fabriques de glace (privées, étatiques) et construire de nouvelles.		XXXXXX	XXXXXX	
- Aménager les sites de débarquement.			XXXXXX	
- Lutter contre les pertes post capture.		XXXXXX		
- valoriser les sous produits et déchets de poisson.			XXXXXX	
- Assurer la fourniture de courant électrique et d'eau au niveau des établissements à terre (fabriques de glace, chambres froides, usines de traitement etc....).			XXXXXX	
- Faciliter l'accès au crédit pour les opérateurs de la filière.		XXXXXX		
o Commercialisation				
- Réaliser une étude des marchés (intérieur et extérieur).			XXXXXX	
- Encourager la profession à s'équiper en matériels et équipement de distribution adaptés (véhicules			XXXXXX	

frigorifiques et isothermes).				
- Procéder au désenclavement des zones de production.			XXXXX	XXXX
- Simplifier les procédures administratives autour de la profession.			XXXXX	
○ Contrôle de qualité				
- Adapter les textes existant aux règlements internationaux en vigueur.		XXXXX		
- Doter l'Autorité Compétente de moyens (humains, financiers, matériel et équipements) nécessaires à son fonctionnement.	XXXXXXXXX			
- Doter les Laboratoires (LCVD, LAS) de moyens (financiers, consommables, matériels et équipements) de prélèvement et d'analyse.			XXXXX	
- Renforcer les capacités du personnel d'inspection et le niveau des laboratoires LAPH et LCVD.		XXXXX		
- Réaménager à court terme les locaux du LCVD pour sa mise aux normes et son accréditation.		XXXXX		
- Rendre autonome le LCDV sur le plan de la gestion administrative et financière.		XXXXXXXXX XXX		
- Ouvrir des postes d'inspection sanitaire à l'intérieur du pays et aux frontières.			XXXXX	
VII- INTERACTIONS ENTRE LES SOUS SECTEURS				
- Extension de la zone de pêche réservée à la pêche artisanale.	XXXXX			
- Extension les opérations surveillance du CNSP aux activités de la pêche artisanale.	XXXXX			
- Relance de la surveillance participative.		XXXXX		
- Relance du concours de meilleur pêcheur pour faciliter le travail des agents chargés de la collecte des statistiques sur le terrain.		XXXXX		
VIII- CONTRAINTES DE TRANSITION (COUT DE LA REFORME, PROCESSUS DE TRANSITION, ETC.)				
- Réglementer l'importation des intrants de pêche.		XXXXX		
- Mettre en place un système de crédit adapté à travers un protocole d'accord avec les institutions de micro finance.				
- Mettre en place une Centrale d'achat des intrants dans le cadre d'un partenariat public/privé en vue du respect de l'interdiction des engins de pêche prohibés notamment les mono-filaments par la mobilisation du fonds du centime additionnel (Voir Loi L/11 du 10 juillet 2011 et l'Arrêté conjoint N°4557/MEF/MAE/MPA/SGG du 10 juillet 2000) et des accords de pêche.			XXXXX	
IX- CONSERVATION DES ECOSYSTEMES				
- Protéger la mangrove.	XXXXX			
- Renforcer le partenariat entre le MPA et les autres départements (Agriculture, Mines Industrie, Environnement, travaux publics...) pour la préservation et la protection des écosystèmes côtiers.		XXXXX		
- Assurer la protection et la restauration des écosystèmes marins et côtiers.	XXXXX			
- Moderniser et innover les techniques de fumage et de conservation de poisson.		XXXXX		
- Trouver des alternatives à l'utilisation de bois de mangrove pour les usages domestiques.		XXXXX		

IMPORTANCE DE LA PECHE ARTISANALE :

On estime qu'en 2011, la pêche artisanale a eu une production de 96 017 tonnes pour une valeur de 768 136 000 000 FG. Elle génère 50 000 emplois directs soit 500 000 personnes (sur la base d'une taille moyenne de 10 personnes par famille) qui vivent de revenus de la pêche artisanale. La distribution et la commercialisation de la pêche artisanale nécessiteront la réhabilitation du circuit routier qui profitera l'ensemble de l'économie. La pêche artisanale est un formidable facteur de développement socio-économique.

RECAPITULATIF DES QUESTIONS POSEES EN PLENIERE :

Question 1 : Mieux vaut faire une étude sur la rentabilité de l'utilisation des mono-filaments avant d'interdire son utilisation ?

Réponse : *Le mono-filament est interdit par le législateur parce qu'il est destructeur et non biodégradable.*

Question 2 : Comment pourrait-on capitaliser le Centre de formation maritime en vue de la qualification de la main d'œuvre nationale ?

Réponse : *Encourager la concertation entre les départements techniques concernés afin d'adapter les programmes de formation aux besoins et renforcer les capacités du personnel enseignant.*

Question 3 : Est-ce que le chantier naval de Guémiyiré ne pourrait pas être mis à contribution pour le renforcement des capacités des pêcheurs guinéens ?

Réponse : *Préparer un protocole de collaboration entre la profession et le chantier.*

Question 4 : Quelle sera la place de la MECREPAG pour le financement de la pêche artisanale ?

Réponse : *Il est envisagé la mise en place d'un protocole d'accord entre les institutions de micro finance et la profession*

Question 5 : Quel est le sort réservé au projet Atelier de marée ?

Réponse : *Recherche de financement en cours dans le cadre du PNIASA.*

IDEES FORTES

1- Développement de la pêche artisanale :

Organisation.

Débarquement obligatoire des captures.

2- Levée de la suspension des exportations vers l'Union Européenne :

Mise aux normes de l'Autorité compétente, des établissements de traitement, des infrastructures de débarquement et de transport.

3- Développement des circuits de distribution et de commercialisation du marché intérieur :

Maîtrise de la chaîne de froid, infrastructures de stockage et vente, moyens de transport, désenclavement...

GROUPE THEMATIQUE "PECHE CONTINENTALE"

1) Interprétation des objectifs attendus du sous secteur :

- Contribution à la sécurité alimentaire :
 - ✓ Déterminer le potentiel et la production en pêche continentale sur l'ensemble des bassins notamment les bassins du Niger, du fleuve Sénégal, du Konkouré, du fleuve Gambie et de la Loffa. Les Institutions partenaires pour l'exploitation rationnelle de ces bassins sont : ABN, OMVG, OMVS, Mano River Union.
 - ✓ Elaborer et mettre en œuvre des plans d'aménagement et de gestion des pêcheries en déterminant les normes d'exploitation.
 - ✓ Renforcer les capacités techniques et humaines pour une gestion durable de la ressource.
 - ✓ Rendre disponibles les produits de la pêche pour la population à travers (i) l'amélioration du réseau de distribution, (ii) la mise en place d'un système de crédit adapté (iii) la mise en place de centrales d'approvisionnement en intrants.
- Accroissement des recettes de l'Etat :
 - ✓ Renforcer le mécanisme de mobilisation et de sécurisation des recettes à travers l'émission des droits d'accès à la ressource.
- Amélioration des revenus des acteurs :
 - ✓ Mettre en place des infrastructures de conservation (chambres froides, fabriques de glace).
 - ✓ Renforcer les infrastructures de transformation (hangars de fumage, unités de traitement, aires de séchage,...).
 - ✓ Renforcer les circuits de distribution (désenclavement et moyens logistiques).
- Création d'emplois ;
 - ✓ Renforcement des capacités des acteurs en vue de disposer d'organisations socioprofessionnelles dynamiques.
 - ✓ Renforcer les capacités organisationnelles, fonctionnelles et de gestion des acteurs de la pêche.

2) Préalables nécessaires :

- Evaluer le potentiel et la production.
- Renforcer les capacités opérationnelles des agents de l'Administration.
- Encourager le secteur privé à mettre en place des centrales d'approvisionnement en matériels et équipements de pêche.
- Encourager la mise en valeur des retenues hydro-agricoles et/ou hydroélectriques.

- Assurer la protection des cours d'eau et des plans d'eau.
 - Améliorer le cadre juridique et institutionnel.
 - Réaliser les infrastructures de traitement et vulgariser les techniques de traitement et de conservation des produits.
- 3) **Indicateurs macro économiques du sous secteur** (Tonnage, captures, valeurs, emplois, contribution au PIB, etc...) :
- La production estimée est de 45 000 tonnes, avec 12 000 pêcheurs, 555 campements de pêche, 12 000 emplois directs et environ 120 000 emplois indirects (Cf - étude du TCP/GUI/3204 (D) – MPA/FAO 2011).
 - Pour la contribution au PIB, aucune étude portant sur ce sujet n'a été menée à ce jour.
- 4) **Eléments concernant les cadres juridiques et réglementaires :**
- Existence de la Loi L/96 007/AN du 18 juillet 1996 dont les textes d'application (Décret, Arrêté, Décision et Note de service) n'ont jamais été pris depuis 1996.
 - Mise en place d'un corps de surveillance dans le domaine de la pêche continentale.
- 5) **Renforcement institutionnel et capacités humaines :**
- Du point de vue renforcement institutionnel :
- ✓ Réactualiser les textes portant organisation et fonctionnement des services chargés de la Pêche continentale (Directions nationale, régionales et préfectorales).
 - ✓ Doter les services de moyens humains, matériels, équipements et financiers requis pour le bon fonctionnement.
- Du point de vue des capacités humaines :
- ✓ Mettre en place et exécuter un programme de formation du personnel d'encadrement (informatique, statistiques, gestion des pêcheries, systématique des poissons, contrôle de qualité...).
 - ✓ Mettre en place et exécuter un programme de formation en faveur des professionnels (gestion, alphabétisation fonctionnelle, négociation de financement et d'accords, en développement organisationnel...).
 - ✓ Mettre en place des mesures incitatives pour fixer le personnel au poste d'affectation.
- 6) **Gestion et accès aux ressources :**
- Réglementer l'accès aux pêcheries : droit d'accès et périodes de pêche.
 - Elaborer et mettre en œuvre les conventions locales de pêche.
 - Encourager le développement des activités connexes et de substitution génératrices de revenu (agriculture, élevage, commerce et artisanat) pendant les périodes de repos biologique.
 - Désenclaver les sites de production : Construire et/ou réhabiliter les voies d'accès aux sites de pêche et des marchés locaux.

7) La valorisation :

- ✓ Renforcer les infrastructures de transformation (fabriques de glace, hangars de fumage, unités de traitement et aires de séchage, acquisition de conteneurs, mise en place de halls de vente au détail).
- ✓ Encourager la filière exportation des produits de pêche.

8) Interactions entre les sous secteurs :

- ✓ Renforcer la collaboration entre la pêche Continentale et l'ONP, le CNSHB, la Pisciculture, la Pêche Maritime et le contrôle de qualité.
- ✓ Institutionnaliser un cadre de concertation entre toutes les parties prenantes (Agriculture, Environnement, Eaux et forêts, Mines, Urbanisme, Décentralisation, Hydraulique et Santé etc...).

9) Contraintes de transition (coûts de la réforme, processus de transition, etc...).

- ✓ Faible connaissance du sous secteur (potentiel et production).
- ✓ Insuffisance du cadre juridique et réglementaire.
- ✓ Insuffisance du personnel administratif d'encadrement.
- ✓ Insuffisance de matériels de pêche.
- ✓ Insuffisance d'infrastructures et d'équipements de pêche.
- ✓ Ensablement et/ou envasement des plans d'eaux.
- ✓ Enclavement des zones de pêche.
- ✓ Techniques de pêche rudimentaires.
- ✓ Persistance des mauvaises pratiques de pêche (plantes ichtyo toxiques, dynamitage des cours d'eau et barrages).
- ✓ Actions nocives des entreprises minières et des fabricants de briques aux abords des cours d'eau.

PROPOSITION DE CHRONOGRAMME DU PLAN D'ACTION PÊCHE CONTINENTALE

<u>Objectifs</u>	<u>Actions</u>	<u>Planification</u>			
		<u>Court terme</u>	<u>Moyen terme</u>	<u>Long terme</u>	<u>Coûts estimatifs</u>
Evaluer le potentiel et la production	Réalisation d'une étude	X (18 mois)			500 000 \$
Améliorer le cadre Institutionnel	Elaboration des textes et du cadre organique de la DNPCA	X (06 mois)			A déterminer par les services concernés (BSD, DRH, CJ, DNPCA)
Améliorer le cadre juridique et réglementaire	Elaboration et vulgarisation des textes Implication des acteurs dans les prises de décisions	X (18 mois)			Financement acquis
Renforcer le cadre institutionnel et les capacités des acteurs	Création d'un environnement favorable au développement (formation, logistiques)	X			150.000 \$
Assurer la surveillance et le contrôle	Constitution de brigades de surveillance et de contrôle des dispositions de la loi.		X		250 000 \$
Approvisionner en matériels et équipements de pêche	Mettre en place des centrales d'approvisionnement Mettre en place un système de crédit adapté	X			180 000 \$
Mettre en place des infrastructures de conservation, de traitement et leur équipement	Construire et équiper les hangars pour le fumage, la production de glace et les chambres froides, aménager les débarcadères	X			350 000 \$
Restaurer et protéger l'environnement fluvial	Reboiser, stabiliser les berges et curer les mares, interdire l'exploitation de l'or dans les lits des cours d'eau et la confection de briques aux abords des cours d'eau	X			2 700 000 \$
Aménager des pêcheries continentales	Elaborer les conventions de pêche, les plans de cogestion, acquisition de pirogues		X		100 000 \$
Désenclaver les zones de pêche	Réhabiliter et/ou construire les pistes d'accès		X		Coûts à déterminer en lien avec la Direction Nationale des pistes rurales.
Interdire des pratiques néfastes et destructrices de la ressource	Appliquer les dispositions de la loi L/96 007		X		50 000 \$
TOTAL : 4 280 000 \$					

GROUPE THEMATIQUE " AQUACULTURE"

1- Interprétation des objectifs attendus du sous secteur

Objectif global en concordance avec la LPDA :

Accroître les productions aquacoles nationales en vue de contribuer à la croissance économique, à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté, à la création d'emplois, et à l'amélioration des revenus dans un souci de préservation de l'environnement.

- 3 objectifs spécifiques à la base du Plan National d'Aquaculture en Guinée :
 - Définir une politique et un cadre juridique spécifiques à l'aquaculture.
 - Créer une agence nationale de développement de l'aquaculture viable.
 - Accroître la production aquacole suivant un processus durable.

Ces 3 objectifs sont déclinés en résultats attendus et en activités (cf. cadre logique)

2- Préalables nécessaires

- Elaboration de la Politique nationale adaptée pour le développement de l'aquaculture.
- Mise en place de la Loi portant régime de l'aquaculture avec textes d'application.
- Création de l'Agence Nationale de l'aquaculture de Guinée (ANAG).
- ANAG est opérationnelle.

3- Indicateurs macro-économiques du sous-secteur

- **Production :**
 - De 250 t sur 250 ha en 2014 à 5.000 t sur 1.000 ha en 2023 (productivité moyenne accrue de 1t/ha/an à 5 t/ha/an).
 - De 3000 pisciculteurs en 2013 à 6.000 en 2023, avec une intensification accrue. Soient 18.000 personnes formées (effet multiplicateur de 3) et 30.000 emplois indirects générés.
 - En système intégré :
 - Production induite d'un supplément 2,5 tonnes/ha de riz paddy.
 - Production induite de produits maraîchers.
 - Production induite de porcs, volailles, petits ruminants.
 - Consommation *per capita* accrue en zone de production piscicole (x 2).
 - Valeurs : examiner d'abord la rentabilité financière pour ensuite envisager sa contribution au PIB.
 - Tilapia : 15 à 35.000 GNF/kg.
 - Silures (Clarias, Heterobranchus) : 20 à 50.000 GNF/kg.
 - Heterotis : 25-50.000 GNF/kg.

4- Eléments concernant les cadres juridiques et réglementaires :

- Rappel : nécessité de définir les orientations globales: quel type d'aquaculture à mettre en priorité (semi-intensif, commercial), où (dans des zones à hauts potentiels périurbains), comment encadrer et intervenir (équipes mixtes mobiles, suivant une approche en partenariat), quelles mesures d'accompagnement financiers (fonds de garantie ; exonération fiscale). **Proposition :** promouvoir en priorité les systèmes semi-intensifs agro-piscicoles intégrés, recourir aux investisseurs privés pour les systèmes intensifs.
- Elaborer et faire adopter une loi portant régime de l'aquaculture avec ses textes d'application : droit d'usage pour les artisans ; permis ou agrément sur base d'Etudes d'Impacts Environnemental et Social pour les autres ; précision et contextualisation

des régimes foncier et aquatique spécifiques à l'activité aquacole ; mesures dissuasives (amendes en répression des délinquants) et incitatives visant la durabilité (encouragement des éco-producteurs). Appui attendu de la FAO dans le cadre de la mise en œuvre d'un volet du CCPR.

5- Renforcement institutionnel et capacités humaines

- Création et opérationnalisation de l'Agence Nationale de Développement de l'aquaculture en Guinée (ANAG).
- Affectation de 10 cadres appuyés par 30 techniciens.
- Formations en aquaculture de tous niveaux dans les universités et écoles professionnelles.
- Formation continue des opérateurs dans les stations de démonstration/formation.

6- Gestion et accès aux ressources

- Droits d'usage et propriétés foncières, cf. Loi sur l'aquaculture.

7- Valorisation

- Intensification de la production piscicole.
- Production d'alevins de qualité certifiée.
- Production d'aliments de qualité.
- Aménagement et Gestion communautaire des plans d'eau, empoissonnements.

8- Interactions entre les sous-secteurs

- Recherche développement.
- Transformation, qualité et conservation.
- Mesures d'accompagnement (Fonds d'appui, etc.).
- Capitalisation des données statistiques.
- Augmentation des productions de riz, porcs, volailles, petits ruminants, maraîchage).
- Amélioration de la santé publique.
- Impacts socio-économiques et environnementaux.

9- Contraintes de transition (coût de la réforme, processus de transition, etc.)

- Application urgente des mesures institutionnelles.
- Application de la bonne gouvernance.
- Financement rapide indispensable de l'Etat et des PTF.
- Stabilité socio-politique indispensable.

PLAN D'ACTION AQUACULTURE 2014-2023

ACTIONS	URGENCE 2013-2014	COUR TERME	MOYEN TERME	LONG TERME
I - PREALABLES NECESSAIRES				
• Elaboration de la Politique nationale adaptée pour le développement de l'aquaculture	X			
• Mise en place de la Loi portant régime de l'aquaculture avec textes d'application	X			
• Création de l'Agence Nationale de l'aquaculture de Guinée (ANAG)	X			
• ANAG est opérationnelle	X	X	X	X
II - INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES DU SOUS SECTEUR (tonnage, capture, valeurs, emplois, contribution aux PIB, etc.)				
○ De 250 t sur 250 ha en 2014 à 5.000 t sur 1.000 ha en 2023 (productivité moyenne accrue de 1t/ha/an à 5 t/ha/an)	X	X	X	X
○ De 3000 pisciculteurs en 2013 à 6.000 en 2023, avec une intensification accrue. Soient 18.000 personnes formées (effet multiplicateur de 3) et 30.000 emplois indirects générés	X	X	X	X
○ En système intégré : • Production induite d'un supplément 2,5 tonnes/ha de riz paddy • Production induite de produits maraîchers • Production induite de porcs, volailles, petits ruminants	X	X	X	X
○ Consommation per capita accrue en zone de production piscicole (x 2)		X	X	X
○ Valeurs : rentabilité financière potentielle élevée car prix de revient au kilogramme de tilapia et silure environ 10 000 GNF. Or le prix de vente au détail est de : • Tilapia : 15 à 35.000 GNF/kg • Silures (Clarias, Hétérobranchus) : 20 à 50.000 GNF/kg • Hétérotis : 25-50.000 GNF/kg		X	X	X
III - ELEMENTS CONCERNANT LE CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRES				
○ Rappel : nécessité de définir les orientations globales: quel type d'aquaculture à mettre en priorité (semi-intensif, commercial), où (dans des zones à hauts potentiels périurbaines), comment encadrer et intervenir (équipes mixtes mobiles, suivant une approche en partenariat), quelles	X			

mesures d'accompagnement financiers (fonds de garantie ; exonération fiscale). Proposition : promouvoir en priorité les systèmes semi-intensifs agro-piscicoles intégrés, recourir aux investisseurs privés pour les systèmes intensifs				
<ul style="list-style-type: none"> ○ Elaborer et faire adopter une loi portant régime de l'aquaculture avec ses textes d'application : droit d'usage pour les artisans ; permis ou agrément sur base d'Etudes d'Impacts Environnemental et Social pour les autres ; précision et contextualisation des régimes foncier et aquatique spécifiques à l'activité aquacole ; mesures dissuasives (amendes en répression des délinquants) et incitatives visant la durabilité (encouragement des éco-producteurs). Appui attendu de la FAO dans le cadre de la mise en œuvre d'un volet du CCPR. 	X	X		
IV - RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES				
• Création et opérationnalisation de l'Agence Nationale de Développement de l'aquaculture en Guinée (ANAG)	X			
• Affectation de 10 cadres appuyés par 30 techniciens	X			
• Formations en aquaculture de tous niveaux dans les universités et écoles professionnelles		X	X	X
• Formation continue des opérateurs dans les stations de démonstration/formation		X	X	X
- Formation de niveau Master et Doctorat en valorisant les diverses coopérations		X	X	X
V - LA GESTION ET L'ACCES AUX RESSOURCES				
○ Droits d'usage et propriétés foncières, cf. Loi sur l'aquaculture		X	X	X
VI - LA VALORISATION				
• Intensification de la production piscicole		X	X	X
• Production d'alevins de qualité certifiée		X	X	X
• Production d'aliments de qualité		X	X	X
• Aménagement et Gestion communautaire des plans d'eau, empoissonnements		X	X	X
VII - INTERACTIONS ENTRE LES SOUS-SECTEURS				
• Recherche développement		X	X	X
• Transformation, qualité et conservation,			X	X
• Mesures d'accompagnement (Fonds d'appui, etc.)		X	X	X
• Capitalisation des données statistiques			X	X

Cadre logique du plan de développement de l'aquaculture en Guinée 2014-2023

Objectifs spécifiques	Résultats	Activités	Années			Indicateurs de performance	Sources de vérification	Responsables	Montant (X 1000 US\$)
			2014-2016	2017-2020	2021-2023				
1. Définir une politique et un cadre juridique spécifiques à l'aquaculture	Une politique de développement durable de l'aquaculture est définie	Définir les orientations globales: priorité au semi-intensif commercial, en zones à hauts potentiels périurbaines, encadrement via équipes mixtes mobiles, suivant une approche en partenariat, mesures d'accompagnement (fonds de garantie et exonération fiscale, comité de suivi, etc.)	X			Le document du plan de développement de l'aquaculture validé est disponible et mis en œuvre	MPA	Cabinet	350
	Une loi portant régime de l'aquaculture avec ses textes d'application est mise en place ;	Elaborer et faire adopter une loi portant régime de l'aquaculture avec ses textes d'application : droit d'usage ; permis, agrément sur base d'Etudes d'Impacts Environnemental et Social; précision et contextualisation des régimes foncier et aquatique	X			La loi et ses textes d'application adoptés sont disponibles	Assemblée nationale /Présidence, Primature, MPA	Cabinet	350
2. Créer une agence nationale de développement de l'aquaculture viable	Une agence nationale de développement de l'aquaculture est fonctionnelle	Définir le statut, préparer et faire adopter le décret fixant organisation et fonctionnement de l'ANAG	X			Le décret de création avec les textes organiques sont adoptés	Fonction publique, MPA	Cabinet	Pour mémoire
		Nommer les personnels responsables et recruter les personnels d'appui (une dizaine de cadres appuyés par une trentaine de techniciens)	X			Les décrets, les arrêtés et les décisions de nominations et recrutement sont signés ; le personnel effectivement déployé sur le terrain est opérationnel	PRG-SGG, MPA, DG-ANAG	Cabinet, DG de l'ANAG	Pour mémoire
		Pourvoir les infrastructures et les équipements, avec un budget d'investissements progressifs et de fonctionnement adapté.	X	X	X	Le siège de l'ANAG est obtenu, équipé et fonctionnel	Bâtiment, équipements	MPA	3000
		Mettre en place au sein de l'ANAG une base de données statistiques et documentaires	X	X	X	Les données statistiques sont validées, centralisées dans une base de données à	Structure de gestion des données	ANAG	1000

						l'ANAG, et diffusées en collaboration avec l'Observatoire National des Pêches (ONP) ; Une bibliothèque existe au sein de l'ANAG	Bibliothèque ONP		
		Promouvoir la visibilité de l'agence aux échelles nationale, sous régionale et internationale	X	X	X	Dépliants, sites web, radio, télé, presse écrite sur l'ANAG	Rapport d'activités de l'ANAG	DG ANAG	500
		Développer la coopération avec toutes les parties concernées	X	X	X	Conventions des collaborations	Rapport d'activités de l'ANAG	DG ANAG	100
3. Accroître la production aquacole suivant un processus durable	La production aquacole augmente durablement (100 % de croissance /an soit de 250 tonnes en 2014 à plus de 5000 tonnes en 2023)	<i>Insérer dans les programmes de formation des cours d'aquaculture au niveau des universités nationales et des écoles professionnelles.</i>	X	X	X	Nombre de cadres ayant reçu des enseignements spécifiques en aquaculture	Contenu des programmes des universités (Dalaba et Faranah) et des ENAE (Koba, Mamou, Macenta et Kankan)	DG ANAG et Chefs des établissements	1000
	Les conditions de vie, les niveaux des revenus des populations concernées sont améliorées et de nouveaux emplois sont créés	<i>Promouvoir la formation de niveau Master et doctorat en valorisant les diverses coopérations</i>		X	X	Nombre de cadres détenteurs de Master ou de PhD en aquaculture	Diplômes	Universités d'accueil et ANAG	500
		<i>Redynamiser les stations piscicoles de Tolobaffing et de l'Ecole Nationale d'Agriculture et d'Elevage de Macenta, le centre d'apprentissage de N'Zérékoré, et le site de Tamara.</i>	X			Stations de Tolo-Baffing, Macenta N'Zérékoré et Tamara fonctionnels : étangs/bassins rénovés, salles de cours et labo refournis,	Nombre d'unités fonctionnelles	MPA, ANAG	2000
		<i>Réaliser des actions de démonstration, de formation, de perfectionnement des cadres et des professionnels.</i>	X	X	X	Nombre de stages, ateliers, recyclages, séminaires, travaux pratiques organisés	Rapports de stage, attestations, Documents audio-visuels, etc.	ANAG, MPA	1000
		Mener des activités de recherche-	X	X	X	Nombre de thèmes de	Rapports	ANAG et	9000

		action : maintenance de géniteurs de souches performantes, production d'alevins de qualité certifiée Démonstration concrète de systèmes intégrés semi-intensifs poisson- riz, porcs, poulets, petits ruminants, cultures maraichères, etc.)				Recherche-Action Nombre de géniteurs, d'alevins de qualité certifiée diffusé Nombre d'unités pilotes viables Nombre de publications scientifiques	annuels de l'ANAG, Rapports techniques Publications scientifiques Fiches techniques ; Poissons frais d'aquaculture disponibles et accessibles aux populations	partenaires	
		Promouvoir des systèmes intensifs ayant fait leurs preuves ailleurs dans des pays à écologie similaire		X	X	Nombre d'entrepreneurs évoluant durablement dans ces systèmes	Poissons frais d'aquaculture disponibles et accessibles aux populations	ANAG	500
		Organiser la filière : structure, qualité des produits, conservation, et commercialisation	X	X	X	Nombre d'OP aquacoles fonctionnelles Existence du label du poisson Guinéen d'aquaculture	Rapport d'activités des OP Service des certifications aux frontières	OP, ANAG, MPA	200
		<i>Appuyer l'émergence d'un secteur privé mieux structuré et dynamique : fonds de garantie pour les entrepreneurs, politique d'exonération sur les prix de matériels et d'intrants aquacoles importés, etc.</i>		X	X	Nombre de crédits octroyés aux entrepreneurs aquacoles par le fonds de garantie et taux de remboursement Flux d'intrants aquacoles exonérés	Banques, micro-finance Douane	Conseil de suivi, ANAG, MPA	1000
		<i>Appuyer des aquaculteurs privés-témoins capables de servir de modèles.</i>		X	X	Nombre d'aquaculteurs appuyés	Rapports d'activités	ANAG, producteurs	100
		<i>Appuyer les actions courantes d'amplification des pêcheries</i>	X	X	X	Nombre et surface des plans	Rapports	ANAG,	6000

		<i>(objectifs : 700 mares, 50 retenues et autres plans d'eau), et de prélèvement de juvéniles du milieu naturel.</i>				d'eau valorisés, et volumes des récoltes résultantes Nombre de producteurs utilisant des juvéniles prélevés du milieu naturel	d'activités ANAG, Archives diverses ONG et producteurs	partenaires	
		<i>Capitaliser et diffuser les expériences existantes de valliculture (crevettes), de mariculture (huîtres) et d'élevages de toutes autres espèces aquatiques (grenouilles, escargots, etc.)</i>		X	X	L'infrastructure de SAKOBA est redynamisée à des fins piscicoles ; Des relations viables sont développées avec des structures de recherche nationale (CERESCOR, CNSHB, etc.) suivant une approche de Recherche-Action en Partenariat	Rapports d'activités, Rapports techniques Publications scientifiques	ANAG-MPA, CERESCOR, CNSHB, et autres	1000
Total									27 600

III – ANNEXES

Annexe 1

QUELLE RECHERCHE HALIEUTIQUE ET AQUACOLE EN GUINEE?

André Fontana

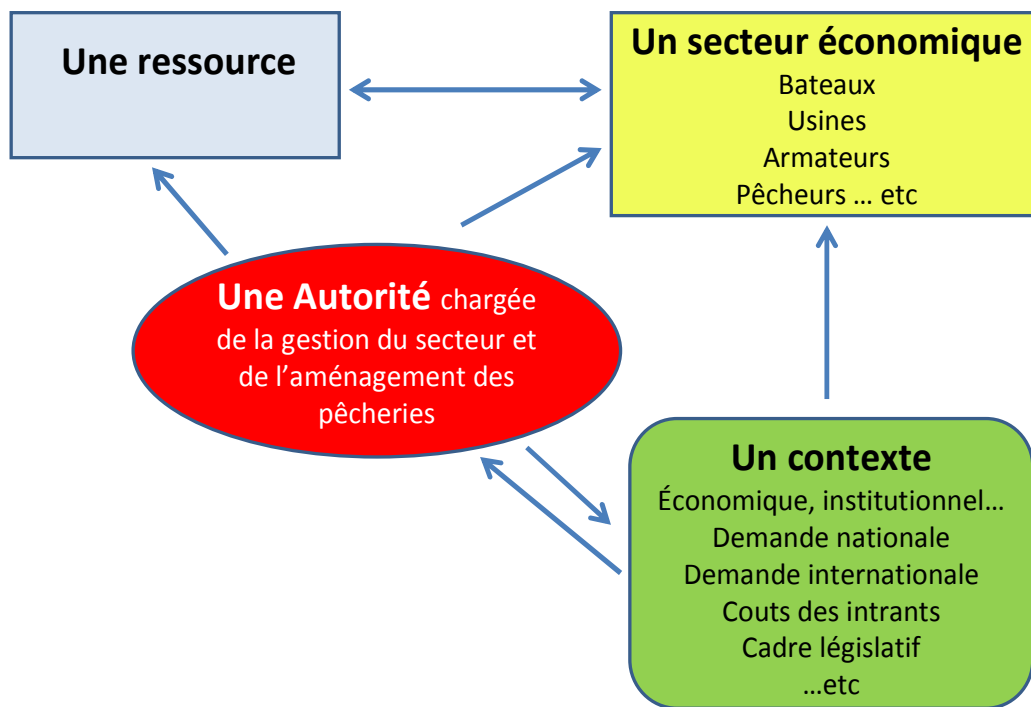
Mission du CNSHB

« Contribuer à l'amélioration des connaissances sur le secteur de la pêche et de l'aquaculture pour la prise de décision en matière de développement et d'aménagement des pêcheries ».

Il s'agit d'une **recherche finalisée** ce qui signifie des travaux originaux en vue d'acquérir des connaissances nouvelles et dirigées vers un objectif pratique et déterminé.

Cette recherche se définit par rapport aux besoins réels du pays et de sa société.

Représentation simplifiée d'un système pêche



Comment définir les axes stratégiques et les problématiques prioritaires ?

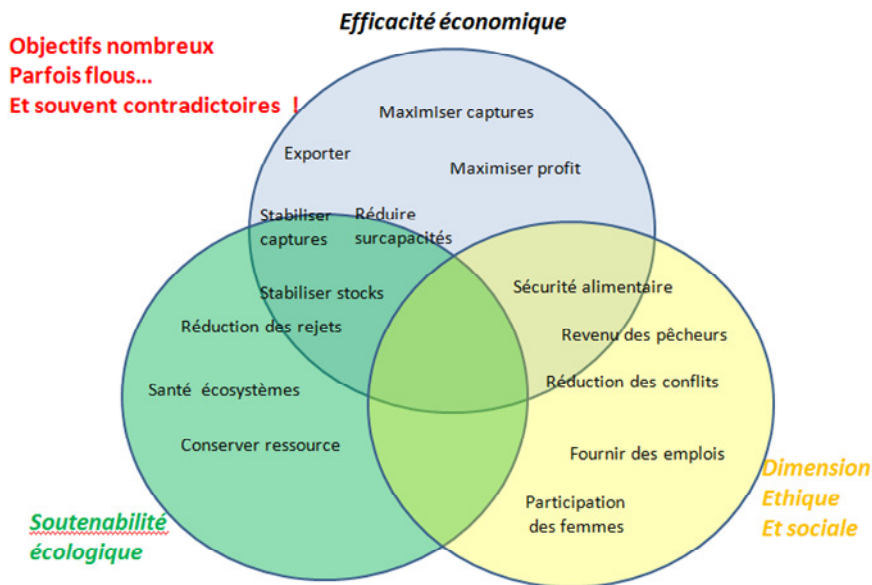
Deux origines possibles :

Origine 1 : analyse des besoins tirés du Plan Directeur des Pêches et Aquaculture et/ou des questions posées par l'Administration.

Origine 2 : scientifiques qui ont une bonne connaissance des contraintes et enjeux du développement...et qui ont développé une stratégie de recherche pro active...

Mais dans tous les cas, aucune recherche finalisée ne peut se construire de façon cohérente sans un dialogue étroit entre Développement et Recherche et sans une définition précise des objectifs politiques assignés au secteur.

Les multiples objectifs d'une politique des pêches



Les 3 stratégies possibles d'un centre de recherche

1 - Stratégie passive :

La recherche est plus ou moins déconnectée des attentes du développement et sa programmation ne se justifie que par l'avancement général des connaissances.

C'est une recherche « pépère », certes intéressante intellectuellement, mais sans aucune utilité pour régler des problèmes de développement du pays, ou bien accidentellement et très ponctuellement.

2 - Stratégie réactive (ou pseudo réactive) :

La recherche est consciente des problèmes de développement, mais sa programmation intègre peu ou imparfaitement l'analyse des contraintes et les enjeux de développement. Elle programme généralement ses activités par rapport aux grands objectifs fixés par le PDPA. Elle n'entretient pas de relations suivies avec l'administration et les opérateurs. Elle met généralement en œuvre des programmes généralistes à durée indéterminée...

Les chercheurs ont une attitude plutôt attentiste et réagissent ponctuellement aux questions qui leur sont posées, mais le plus souvent très imparfaitement, car ils ne disposent pas du recul suffisant dans la compréhension des problèmes, et ne possèdent pas une vision globale et pluridisciplinaire des contraintes et enjeux du secteur.

3 - Stratégie proactive :

La recherche maîtrise très bien tous les enjeux et contraintes du secteur car elle entretient des rapports étroits avec tous les acteurs. Elle dispose d'une base d'informations susceptible de prévoir le sens de nouvelles évolutions. Elle est donc capable d'anticiper sur les changements. Elle a une vision globale et pluridisciplinaire des problèmes et sa programmation colle aux principales préoccupations. Elle en informe en continu les parties prenantes et gagne ainsi en crédibilité. En règle générale, cette recherche n'a pas de problème pour obtenir des financements.

EN CONCLUSION

Elaborer une programmation scientifique destinée à apporter une aide à la gestion du secteur est un processus complexe, exigeant et pour lequel l'investissement intellectuel ne doit pas être sous-estimé. De plus, l'exercice exige une participation active et des qualités particulières de toutes les parties prenantes.

- ✓ Certains partisans d'une recherche plus fondamentale ont parfois tendance à sous évaluer la recherche finalisée parce qu'elle n'aboutit pas obligatoirement aux fameuses publications de rang A. Cette recherche finalisée est pourtant aussi rigoureuse sur le plan de la démarche scientifique et relève tout autant du domaine de l'excellence. Elle se différencie simplement par les objectifs qu'elle se fixe. En ce sens, elle doit impérativement être prise en compte dans l'évaluation des chercheurs à partir de critères spécifiques.
- ✓ Enfin, une programmation scientifique doit s'inscrire dans la durée et dans un ensemble d'initiatives qui seront intégrées dans un Plan Stratégique à moyen terme (5 ans).

Un tel Plan doit améliorer la visibilité de la structure et démontrer la cohérence d'ensemble de sa politique de recherche et notamment, l'adéquation entre les moyens humains /financiers disponibles et les ambitions affichées.

- ✓ Enfin, une programmation scientifique doit s'inscrire dans la durée et dans un ensemble d'initiatives qui seront intégrées dans un Plan Stratégique à moyen terme (5 ans).

Un tel Plan doit améliorer la visibilité de la structure et démontrer la cohérence d'ensemble de sa politique de recherche et notamment, l'adéquation entre les moyens humains /financiers disponibles et les ambitions affichées.

Annexe 2

LA COOPERATION SOUS REGIONALE DES PECHEES AU SERVICE DES ETATS MEMBRES DE LA COMMISSION SOUS REGIONALE DES PECHEES

Hamady Diop (Commission Sous Régionale des Pêches)

Plan de la présentation

- La CSRP: évolution, organes et objectifs
- Le Plan d'action Stratégique (PAS)
- Restructuration de la CSRP
- Contribution de la CSRP à la gestion durable
- Quelques exemples de la coopération

Historique et évolution

- 29 Mars 1985: Création de la CSRP par le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal;
- 1987: Adhésion de la République de Guinée
- 2004: Adhésion de la Sierra Leone

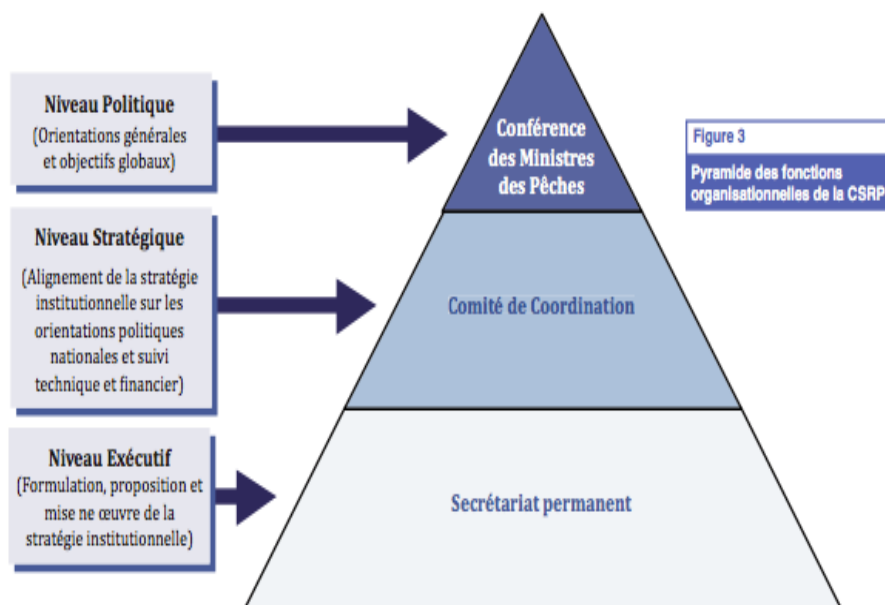
Présentation générale de l'espace CSRP

- 7 Etats membres
- 3500 km de façade maritime
- 1,55 M km² de superficie des ZEE dont 12 % de plateau continental
- 1,6 M de tonnes de débarquements annuels
- \$1,5 milliards de valeur estimée des débarquements
- \$450 millions de valeur estimée des exportations de la Sierra Leone

Objectifs de la CSRP

- Harmoniser les politiques nationales en matière de préservation, de conservation et d'exploitation des ressources halieutiques
- Renforcer la coopération au profit du bien-être des populations

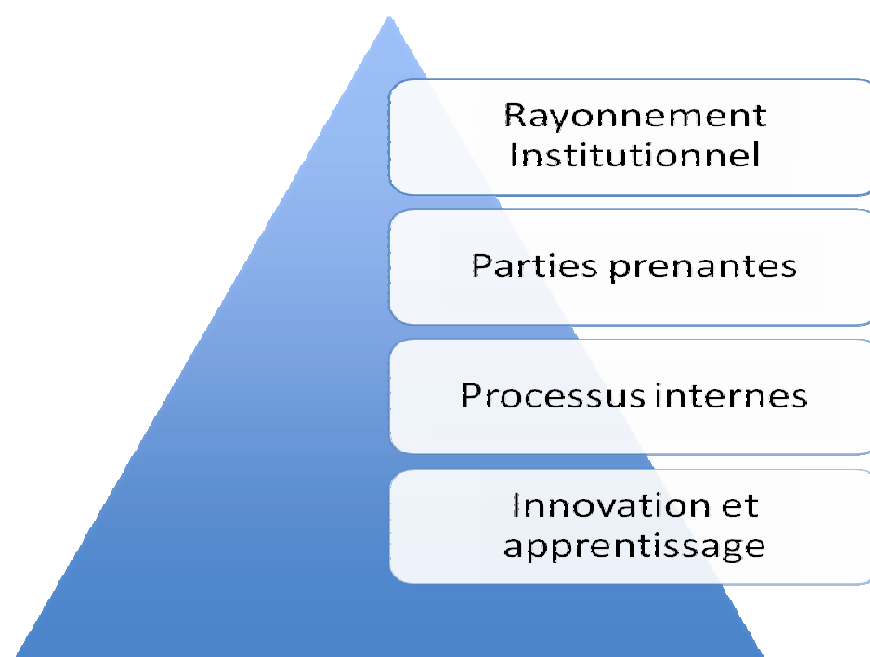
Les organes de la CSRP



Restructuration de la CSRP

- Mise en place des départements techniques au Secrétariat Permanent
- Définition des missions, vision et valeurs
- Renforcement des services en charge de la communication et de l'administration
 - Recrutement
 - Manuel de procédures

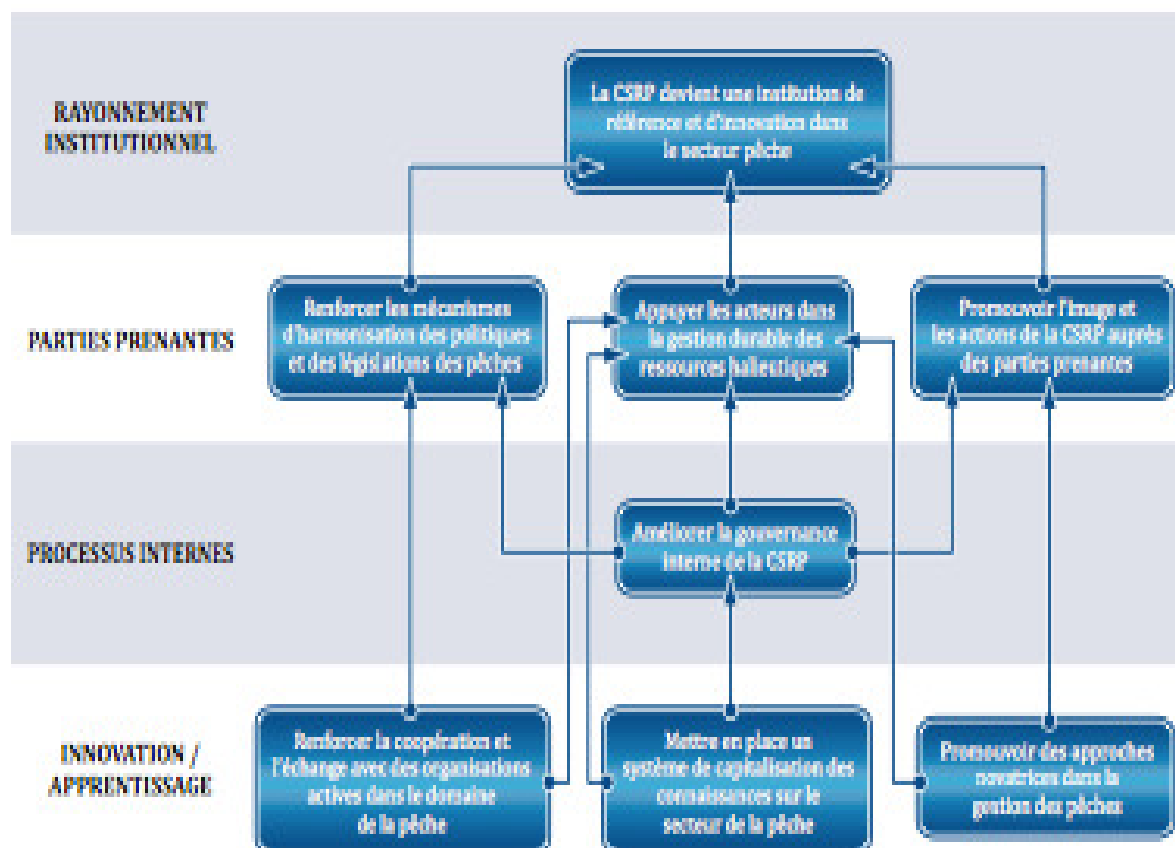
Axes Stratégiques de la CSRP



Objectifs Stratégiques de la CSRP

- Promouvoir des approches novatrices dans la gestion des pêches (objectif 1 du PAS).

- Mettre en place un système de capitalisation des connaissances sur le secteur de la pêche dans la sous-région (objectif 2 du PAS).
- Renforcer la coopération et l'échange avec des organisations actives dans le domaine de la pêche (objectif 3 du PAS).
- Améliorer la gouvernance interne de la CSRP (objectif 4).
- Renforcer des mécanismes d'harmonisation des politiques et des législations des pêches (objectif 5 du PAS).
- Appuyer les acteurs dans la gestion durable des ressources halieutiques (objectif 6 du PAS).
- Promouvoir l'image et les actions de la CSRP auprès des parties prenantes (objectifs 7 du PAS).



Contributions de la CSRP à la gestion durable des pêcheries

Source de Financement	Projet	Champ d'Intervention Stratégique				
		Aménagement des Ressources	Recherche	Suivi, Contrôle et Surveillance	Système d'Information	Aspects Juridiques et Institutionnels
France (AFD)	AMP / Cogestion	X	X		X	X
France (AFD) / Pays Bas	Petits Pélagiques	X	X		X	X
ALLEMAGNE	AGRHAO	X		X	X	X
Banque Mondiale FED	PRAO	X		X	X	X

FAO	TCP/VMS			X	X	X
FED / FAO	CCLME	X	X		X	X
MAVA/PRCM	PSRA	X	X		X	X
PRCM	RECARGAO	X	X		X	X
Union Européenne	SCS	X		X	X	X

Instruments de coopération

Opportunités

- La Convention relative à la détermination des conditions d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques au large des côtes des Etats membres de la Commission sous régionale des pêches, signée à Praia, Cap Vert le 14 juillet 1993 révisée en 2012.
- La Convention sur la coopération sous régionale dans l'exercice du droit de poursuite maritime, adoptée à Conakry, Guinée, le 1er septembre 1993;
- Le Protocole relatif aux modalités pratiques de coordination des opérations de surveillance dans les Etats membres de la Commission sous régionale des pêches, signé à Conakry, Guinée, le 1er septembre 1993.
- L'adoption de procédures d'identification des navires de pêche.
- Le Protocole sur la définition des droits et obligations des observateurs à bord des navires de pêche.
- L'adoption de la Déclaration de 2001 dite de Nouakchott pour prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la sous région.

"Success Story"

Réalisations

- Organisation de campagne conjointe de surveillance.
- Mise en place de mécanismes de concertation (nationale, sous régionale) : appui à la Guinée pour la mise en place du Comité paritaire.
- Amélioration des connaissances dans plusieurs domaines (étude mono-filament, études sur les petits pélagiques, amélioration des connaissances sur les sardinelles, mécanismes de financement pérennes du SCS, amélioration des connaissances sur les requins, etc...).
- Mise en cohérence des plans de gestion sur les petits pélagiques (Etats de l'art sur la cogestion, document de politique régional, plan de gestion).
- Mise en cohérences des législations (Convention CMA).
- Développement de positions communes dans les instances internationales (Cas de la CITES).
- Renforcement des capacités des acteurs (Formation avec ADEPA).
- etc...

Annexe 3

QUELQUES ELEMENTS IMPORTANTS POUR UNE STRATEGIE DES PECHEES Stephen Cunningham (GWG, NEPAD)

Plan

- Objectif de cette présentation: discuter quelques éléments importants pour la stratégie et la politique des pêches (aux Guinéens de décider ce qui est important pour la Guinée).
- Etat des ressources halieutiques dans le monde.
- Importance de la richesse de la ressource pour expliquer cet état.
- Importance de la richesse de la ressource comme résultat d'une gestion réussie de la pêche.
- Les éléments clés pour réussir.
- Comment avancer?

Etat des ressources halieutiques

Etat des ressources halieutiques

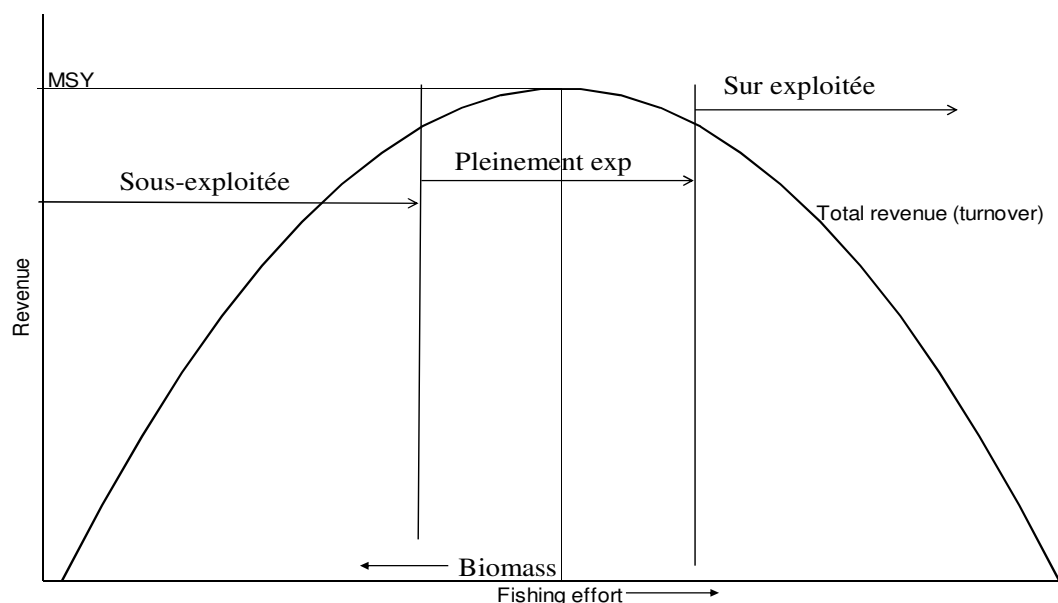


Diagramme d'exploitation d'un stock halieutique

Etat des ressources halieutiques globales mondiales

Année	Sous-exploitée	Pleinement exp	Sur-exploitée
1974	40%	50%	10%

Source: FAO SOFIA

Globalement résultat insatisfaisant -> changements institutionnels.

Surtout, Droit de la Mer (signé 1982, entrée en application en 1994) mais adoption des 200 milles largement anticipée fin des années 1970, début des années 1980.

On s'attendait à ce que le changement de juridiction internationale en juridiction nationale entraîne une amélioration.

Mais pas de résultats et donc d'autres instruments ont été progressivement adoptés.

Par exemple le Code de conduite pour une pêche responsable (FAO), l'accord des Nations Unies pour les stocks partagés ou l'agenda 21 etc...

Et bien sûr les Etats individuels et les organisations régionales ont aussi fourni beaucoup d'effort, par exemple des dépenses importantes en SCS (Royaume Uni – coût SCS > valeur au débarquement !).

Year	Underexploited	Fully exploited	Overexploited
1974	40%	50%	10%
2005	23%	52%	25%

Source: FAO SOFIA

Résultat de toute cette activité: situation en 2005 pire qu'en 1974.

Les efforts ont continué par ex WSSD Johannesburg, cibles spécifiques pour la pêche –objectif : restaurer les stocks au niveau de MSY au plus tard 2015 – avec quel résultat?

Année	Sousexploitée	Pleinement exp	Sur-exploitée
1974	40%	50%	10%
2005	23%	52%	25%
2007	20%	52%	28%
2008	15%	53%	32%
2009	12.7%	57.4%	29.9%

Source: FAO SOFIA

Situation de pire en pire.

Pourquoi? Parce que la richesse de la ressource n'a pas été prise en compte dans les politiques des pêches.

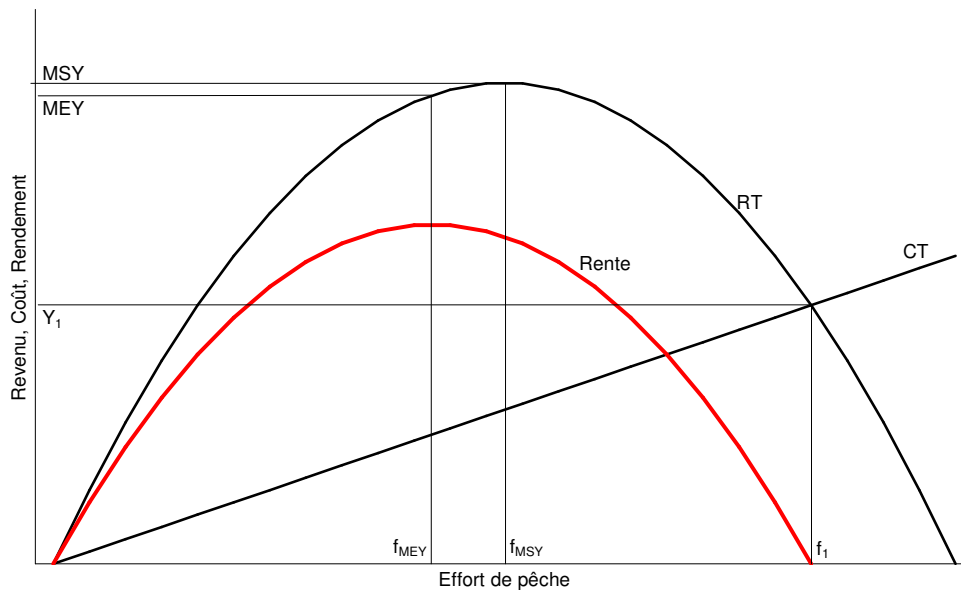
Quelle est cette richesse?

Pourquoi gérer les pêches?

- Le besoin de gestion vient de la surexploitation économique qui elle-même dépend de la richesse de la ressource : l'origine de la gestion basée sur la richesse se trouve donc ici.
- ATTENTION: l'explication fournie par ce modèle simple est robuste (des modèles plus réalistes et plus compliqués arrivent aux mêmes conclusions), voir diagramme page suivante.
- MAIS le modèle donne l'impression d'une situation très stable alors qu'en pratique la pêche est confrontée à beaucoup de variabilité?
- DYNAMIQUE - recrutement, prix, coûts.

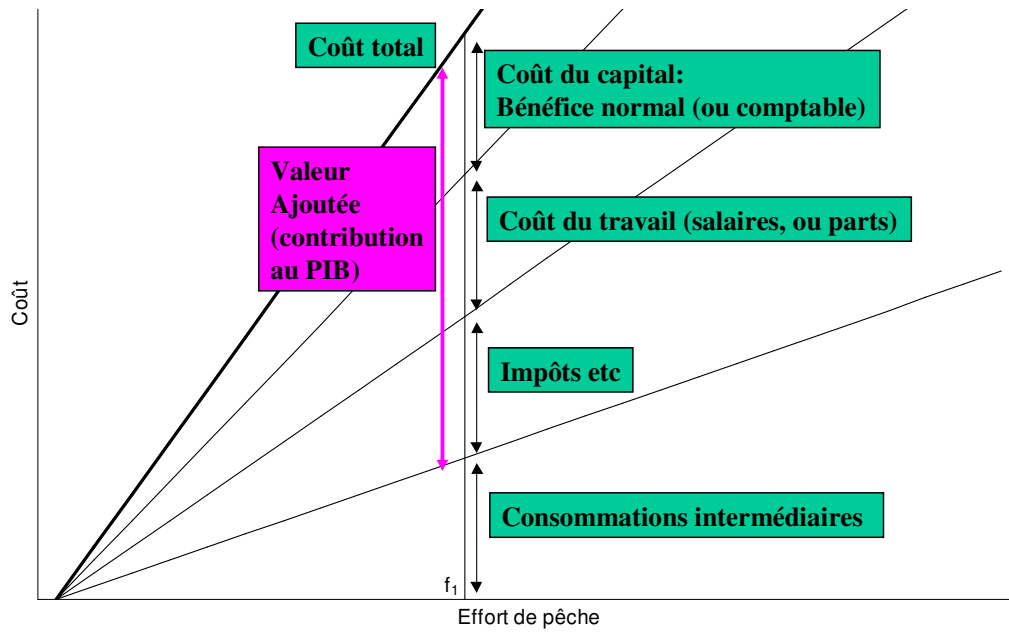
L'objectif fondamental de la gestion des pêches?

- Si le problème de fond concerne la rente de la ressource, l'objectif fondamental de la gestion doit aussi concerner cette rente.
- Pour 2 raisons :
 1. C'est cette rente qui est à l'origine de la surexploitation.
 2. Mais cette rente est aussi l'élément déterminant de la contribution potentielle du secteur au développement de l'économie.
- Il faut d'ABORD réaliser la rente potentielle et ENSUITE essayer de développer cette rente (valeur ajoutée au niveau des produits de la pêche, progrès technologique, etc) - mais l'ordre est très important.

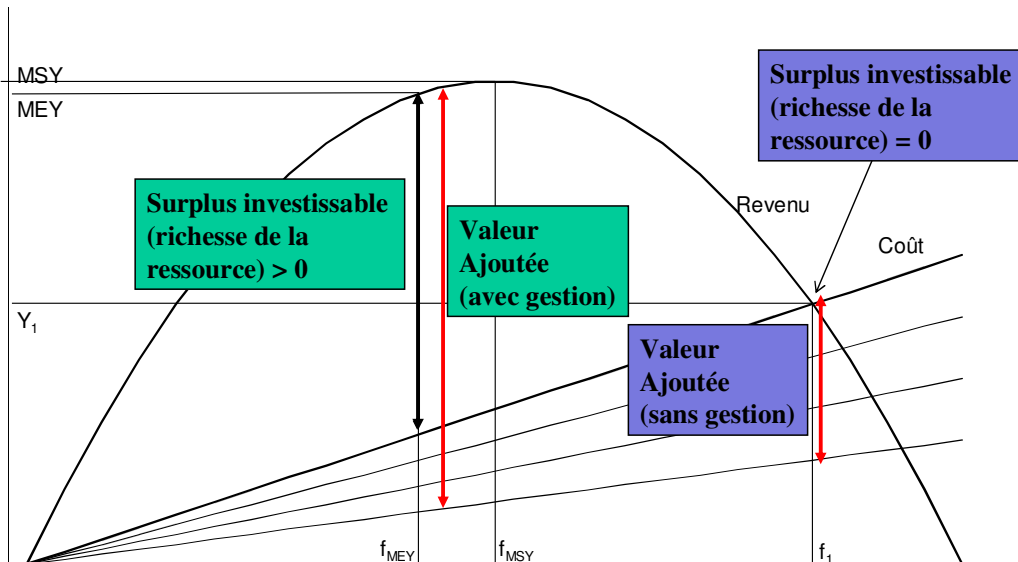


- Besoin de collaboration entre Ministères des Pêches, Plan, Finance, Banque Centrale pour clarifier la vision de la contribution potentielle de la pêche.
- Suggestion d'un comité interministériel permanent pour établir des ententes réalistes de la part des Ministères chargés de la macroéconomie.
- Pour établir les indicateurs de succès pertinents pour le Ministère des Pêches (qui est d'ailleurs une autre raison de l'échec de la gestion).
- Un indicateur important est la contribution du secteur au PIB.
- Mais cet indicateur doit être utilisé avec prudence dans le cas de la pêche car la contribution est limitée par le don de la nature et donc un objectif de contribution de plus en plus importante au PIB est très dangereux et irréaliste.
- En fait la structure de la contribution au PIB est plus importante que son niveau.
- Le développement économique de tout pays nécessite la création d'un « **surplus investissable** ». La pêche a le potentiel de contribuer à ce surplus.
- C'est le rôle du comité interministériel de clarifier ces aspects.

La structure des coûts de pêche



Résultats d'une gestion efficace



Choix politiques

- Cette analyse ne fait pas les choix, c'est à chaque pays de décider pour chaque pêcherie et à chaque moment comment faire.
 - Certaines personnes préconisent que pour l'Afrique, il vaut mieux rester à f1. Parce que :
 - il y a plus d'emplois dans la pêche,
 - il y a plus de moyens de subsistance ("livelihoods"),
 - le PIB n'est pas un bon indicateur et la croissance ne profite pas aux pauvres,
 - la solution de la pêche doit venir de l'extérieur – il faut que d'autres secteurs créent les emplois permettant de résoudre les problèmes de la pêche.
- Mais on n'obtient rien pour rien.
 - Rester à f1 implique peut être plus d'emplois directs dans la pêche mais :
 - on ne pêche pas qu'avec le travail, donc il y aura aussi plus de capital dans la pêche (embarcations, moteurs, filets) et plus de carburant utilisé.
 - Dans le cas de pêcheries sur-exploitées, on produira moins de poissons.
 - Et surtout on ne pourra pas bénéficier du surplus investissable et donc on n'aura pas les emplois et la richesse que l'on aurait pu créer ailleurs dans l'économie.
- La vision stratégique et la politique des pêches doit intégrer ces considérations.
- Jusqu'ici beaucoup de pêcheries sont à f1, mais par hasard et non pas à cause d'une décision politique réfléchie.
- Evidemment on peut chercher des positions intermédiaires :
 - besoin d'une unité d'analyse politique au Ministère pour évaluer des propositions en termes de leur impact sur la richesse et l'impact de la richesse sur eux.
- Si un pays choisit de laisser ses pêcheries à f1, il y a des implications intéressantes.
- Puisque c'est l'équilibre naturel de la pêcherie, il est inutile de gérer la pêche – et donc pas besoin de recherche, SCS, valorisation etc, etc.
- Le fait que les pays essayent de gérer leurs pêcheries suggère que la plupart ne cherchent pas f1 mais ne savent pas comment l'éviter.
- Quels sont les éléments pour réussir?

Eléments-clés pour une gestion réussie

- Besoin d'un mécanisme pour générer et capitaliser ou extraire la rente de la ressource :
 - Besoin d'une gestion fondée sur les aspects économiques.
 - Les droits de pêche permettent de capitaliser la rente (si les droits ne sont pas transférables la valeur des droits ne sera pas visible) – **droits d'usage, privilèges, ou droits de propriété?**
 - La fiscalité permet d'extraire une partie de la rente.
 - Le niveau de fiscalité est un choix social (cf. Islande, Nouvelle Zélande, Canada, Namibie etc) mais influe sur l'efficacité économique (trop d'impôt tue l'impôt).
- Besoin d'un mécanisme pour ajuster l'effort et la capacité de pêche aux possibilités de pêche :
 - système de planning (mais l'expérience des anciens pays communistes montre bien les limites de la planification).
 - préférable d'utiliser le marché si faisable (car plus efficace) => droits de pêche transférables.

- préférable d'avoir des droits permettant
 - (a) des changements marginaux dans la distribution de l'effort,
 - (b) aux petits opérateurs de pouvoir trouver leur place.
- Mais PAS DE SOLUTION UNIQUE – chaque système a ses avantages et ses inconvénients
- Un bon suivi de l'état des stocks
 - La Recherche fournit un conseil concernant les possibilités de pêche, donc besoin d'évaluation prévisionnelle (NZ – pêcheurs – double évaluation post-QITs).
- SCS approprié en fonction des objectifs et méthodes de l'aménagement car le SCS appuie la gestion qui elle cherche à augmenter la compliance.
 - Identification des moyens de réaliser les objectifs sociaux - il suffit de limiter l'utilisation ou la transférabilité des droits de pêche, par ex. le propriétaire doit être à bord.

Les plans d'aménagement

- Les plans d'aménagement cherchent à réunir les différents éléments identifiés pour une gestion réussie.
- Outil utile et performant.

Que faire de la richesse de la pêche?

- Deux partenaires: le secteur public et le secteur privé.
- Partage en fonction de la fiscalité (à condition de générer la richesse bien sûr).
- Qui profite dans le secteur privé? Les propriétaires de droits d'usage – pas de réponse unique, beaucoup de choix possibles:
 - Les individus
 - Les sociétés de pêche
 - Les investisseurs
 - Les banques
 - Les communes
 - Les communautés de pêcheurs
 - Les Organisations Professionnelles du secteur
 - Etc, etc, etc
- ***Pour l'Etat***
- La grande question stratégique semble être: faut-il réinvestir la richesse de la pêche dans la pêche?
- Peut-être pas: le développement économique passe (dans tous les pays du monde) par un processus dans lequel les rentes du secteur primaire sont investies dans les secteurs secondaires et tertiaires.
- Et les besoins en infrastructures sont importants.
- Mais peut-être oui, si la pêche offre des possibilités économiques intéressantes (port?).
- ***Pour le privé***
- On peut prendre le point de vue que le secteur privé connaît bien ses propres intérêts et le laisser libre d'investir ses rentes comme bon lui semble.

- Mais on peut aussi (comme la Namibie par exemple) prendre le point de vue que l'exploitation des ressources naturelles est un privilège (sous forme de droit) et que son renouvellement passe par une démonstration de l'utilité des investissements pour le pays.

Conclusions

- Les ressources halieutiques sont une source de richesse (surplus investissable) pour un pays et sur la base de cette richesse le secteur a le potentiel de contribuer au développement économique du pays.
- Les grandes problématiques stratégiques semblent être:
 - Comment fixer avec les autres partenaires macroéconomiques des attentes réalistes pour le secteur?
 - Comment réaliser la richesse de façon pérenne?
 - Comment s'assurer que cette richesse profite au maximum au pays et à son peuple?
- Pour faire ça, il faut une réforme dans la vision stratégique de l'exploitation des ressources halieutiques.
- Et il faut une réforme des systèmes de gestion.
- Cette réforme sera le début d'un long processus.
- Pour démarrer, une possibilité est de développer et appliquer un plan d'aménagement pour une ou deux ressources.

Oubli

- J'ai oublié la question la plus importante
- Quel est le montant de la richesse?
- ECHELLE MONDIALE /
- Plusieurs estimations – FAO/BM Sunken Billions – estimé à 50 milliards de \$US par an.
- Mais l'approche est la même que présentée ici – c'est-à-dire ne concerne que le secteur de production primaire.
- Une bonne exploitation influe sur toute la chaîne de valeur.
- Estimation de Wilen (2005) :
- Incluant toute la chaîne de valeur
- Richesse potentielle: 80 milliards de \$US PAR AN
- Si le taux d'intérêt est de 8%, il faut mettre un billion de dollars à la banque pour recevoir 80 milliards par an d'intérêts.
- Donc on peut conclure que les enjeux de la pêche sont importants.

Annexe 3

Signification des sigles utilisés

ABN	Autorité du Bassin du Niger
ADEPA	Association ouest Africaine pour le Développement de la Pêche Artisanale
AFD	Agence Française de Développement
AGRHAO	Appui à la Gestion des Ressources Halieutiques en Afrique de l'Ouest
AMP	Aire Marine Protégée
ANAG	Agence Nationale de l'Aquaculture en Guinée
BM	Banque Mondiale
BSD	Bureau Stratégie et Développement
CCLME	Canary Current Large Marine Ecosystem
CCPR	Code de Conduite pour une Pêche Responsable
CDEAO	Communauté Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERESCOR	Centre de Recherches Scientifiques de Conakry Rogbané
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CMA (convention)	Conditions Minimales d'Accès et d'exploitation des ressources halieutiques
CNSHB	Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura
CNSP	Centre National de Surveillance des Pêches
CSRP	Commission Sous Régionale des Pêches
DNPCA	Direction Nationale de la Pêche Continentale et de l'Aquaculture
DNPM	Direction Nationale des Pêches Maritimes
DRH	Direction de Ressources Humaines
ENAE	Ecole Nationale d'Agriculture et d'Elevage
FAO	Food and Agriculture Organisation
FAO SOFIA	State Of Fisheries and Aquaculture (Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture)
FASPA	Fond d'Appui au Secteur privé de la Pêche et de l'Aquaculture
FED	Fond Européen de Développement
GWG/NEPAD	Groupe de travail de gouvernance du NEPAD
INN (pêche)	Pêche Illicite, Non déclarée, Non réglementée
LAPH	Laboratoire d'Analyse des Produits Halieutiques
LAS	Laboratoire d'Analyses Sanitaires
LCVD	Laboratoire Central Vétérinaire Diagnostic
LPDPA	Lettre de Politique de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture
MECREPAG	Mutuelle d'Epargne et de Crédits des Pêcheurs Artisansaux de Guinée
MPA	Ministère des Pêches et de l'Aquaculture
MSY	Maximum Sustainable Yield (rendement maximum soutenable)

N.O. GLC	Navire Océanographique Général Lansana Conté
NEPAD	New Partnership for Africa's Development
NEPAD (PAF)	Partenariat pour le Pêche Africaines du NEPAD
NZ	Nouvelle Zélande
OMVG	Organisation de Mise en Valeur du fleuve Gambie
OMVS	Organisation de Mise en Valeur du fleuve Sénégal
ONISPA	Office National d'Inspection Sanitaire de la Pêche et de l'Aquaculture
ONP	Observatoire National des Pêches
ONSPA	Office National de contrôle Sanitaire de produits des Pêches et de l'Aquaculture
OP	Organisation Professionnelle
PAMPA	Projet d'Appui au Ministère des Pêches et de l'Aquaculture
PAS	Plan d'Action Stratégique
PDPA	Plan Directeur des Pêches et Aquaculture
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNIASA	Programmes Nationaux d'Investissement Agricoles et de Sécurité Alimentaire
PRAO	Projet Régional Afrique de l'Ouest
PRG	Présidence de la République de Guinée
PSRA	Plan sous-régional d'Action pour la Conservation et la Gestion des Requins (CSRPs)
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
QIT	Quota Individuel Transférable
RECARGAO	REnforcement des CAPacités Régionales de Gestion de la pêche en Afrique de l'Ouest
SCS	Surveillance, Contrôle et Suivi (des pêches)
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
TCP	Programme de Coopération Technique (FAO)
TCP/VMS	Programme de Coopération Technique/Vessel Monitoring System (FAO)
TDR	Termes De Référence
UE	Union Européenne
VMS	Vessel Monitoring System
WSSD	World Summit on Sustainable Development
ZEE	Zone Economique Exclusive

IV - LISTE DES PARTICIPANTS

N°	NOM ET PRENOMS	FONCTION	N° DE TELEPHON E	E-MAIL
1	ARIBOT Hadja Fatoumata	DG/FASPA		
2	BA Abou Sidi	Directeur de l'Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (ONISPA)		abousidiba@yahoo.fr
3	BA Mouctar Sidi	ONISPA/MPEM/Mauritanie		
4	BAH Aïcha	CNSP		
5	BAH Amadou I	CNSHB	622557514	
6	BAH El Hadj Abdoulaye	CNSP		
7	BAH El Hadj Dina	Projet /BAD	666369685	
8	BAH Mamadou Back			
9	BAH Mamadou Kaly	DG/CNSHB	664584881	hayafatoukaly@yahoo.fr
10	BALDE Abdoulaye Foulah	CNSP	628269588	
11	BALDE Ahmed Tidiane	FAO	622584078	
12	BANGOURA Balla	DNAD/APD/AFF	655210069	
13	BANGOURA Fatou Me Soumah	Exportatrice		
14	BANGOURA Kalle	DNA APD/MEF	655 21 00 69	kallebangoura@yahoo.fr
15	BANGOURA Mamadouba I			
16	BANGOURA Nabi Souleymane	MPA/Préfecture	628237972	bangouranabi@yahoo.fr
17	BANGOURA Yarie	UFFP		
18	BARRY El Hadj Tallatou	DNPM		
19	BARRY Fatoumata	MECREPADG	657342188	
20	BARRY Mariama	DNPM	622193018	mariamabelle1983@yahoo.fr
21	CAMARA Amadou	DGA/SIAAPA		
22	CAMARA Amara	Vice-P/UNPHG	666032650	
23	CAMARA Aminata	BSD	622 33 24 89	
24	CAMARA El Hadj Amadou	SIAQPA		
25	CAMARA El Hadj Karifa	CONAPEG	628542882	
26	CAMARA Fode Aly	DGA/ONP	662048531	
27	CAMARA Fodé Issa	USOCOPAG	622019705	
28	CAMARA Kadiatou	KAMADAYE PECHE	664306780	
29	CAMARA Kankou	BSD		
30	CAMARA Lamine	ADEPEG/CPA	628487811	
31	CAMARA Soriba	SIAQPA	666221753	
32	CAMARA Soriba	Projet AFD/BAD		
33	CAMARA Youssouf Hawa	DGA/CNSHB	655424242	
34	CATANZANO Joseph	Directeur de l'Institut du développement durable et des ressources aquatiques (IDDRA)	Tel : +33 467 99 67 66/ FAX : +33 467 64 61 44	catanzano@iddra.org
35	CHERIF M'Mah	DAF/Comptable	666132347	
36	CISSE El hadj Ibrahima	Consiller/communicat	664348036	Kade_ibrahima@yahoo.fr
37	CISSE Hadja Fatoumata	Contrôleuse Financ.	664394195	
38	CISSE Ibrahima Kalil	DNPM	664828524	
39	CISSE Yakouba	UNPAG	657227557	
40	CONDE Mamadou	CAFEX/Ministère Commerce		
41	CONTE Sékouba	C.D/Suivi/BS	664957332	
42	CONTE Sékouba	UNPAG		
43	CUNNINGHAM Steve	Expert NEPAD		cunningham@iddra.org

44	DELAMOU Mathieu	DGA/BSD		
45	DELAMOU Philippe	DNPCA	664816585	
46	DIA Macky	DNA/DNPCA		
47	DIABI Mamadou Ciré	CFP/Maritime	628250404	cdiaby@yahoo.fr
48	DIABY El Hadj Sankouba	Inspecteur Adjoint	621116979	
49	DIABY Mohamed Bob	DGA/pisciculture	664473423	
50	DIAKITE Ibrahima Kalil	DNPM	622218764	diakit2003@yahoo.fr
51	DIALLO Aminata	BSD/MPA	664506152	
52	DIALLO Assy	NICOLA PECHE	664528861	
53	DIALLO Cherif	CONAPEG	669351762	
54	DIALLO El hadj Mody Hady	DG/BSD/MPA	657264933	
55	DIALLO Ibrahima	CNSHB	622336475	jdiallo@cnsnb.fr
56	DIALLO Lamarana Sadio	Crédit Rural de Guinée	622931227	
57	DIALLO Mamadou Moussa	DG/ONP	622342144	
58	DIALLO Tafsir	DGA/FASPA	622903112	thernotafsir@yahoo.fr
59	DIALLO Thierno Aliou	DGA/CNSP		thernoalioud@yahoo.fr
60	DIARRA Adama	Expert pêche continentale, OMVS		
61	DIENG El Hadj Alkaly	DNA/DNPM	664340421	
62	DINHA El Hadj Mamadou	PDPAP		
63	DIOP Hamady	Chef du Département Recherche et Systèmes d'Information à la CSRP (Dakar-Sénégal)		hamadyhadoye@yahoo.com hamady.diop@gmail.com hamady.diop@spcsrp.org
64	DIOP Mika Samba	Expert à la CSRP Dakar		mika_dfr@yahoo.fr
65	DOMAIN François	Ancien directeur de recherches à l'IRD		francois.domain@sfr.fr
66	DOUMBOUYA Alkaly	CNSHB	664394142	adoumbouyah@yahoo.fr
67	FONTANA André	Ancien directeur de recherches à l'IRD		fontana.andre@orange.fr
68	GARCIA Serge	Ancien directeur département pêche FAO.		garcia.sergemichel@gmail.com
69	HAMZA Tibab	Service/Informatique	628793774	
70	KABA Aboubacar	EJF	664446677	
71	KABA Aboubacar	EJF		
72	KABA Fodé Karim	CNSHB	666558837	
73	KABA Karifalla	COTRAG	6642614	
74	KABA Lamine	SIAQPA	662817478	
75	KANE CIRE Amadou	Secrétaire Permanent CSRP		
76	KANE Demba	CSRP/PRAO	77 332 13 88	kdemba@yahoo.fr
77	KANTE Sandaly	PFPK	628345444	
78	KANTE Sandaly	UNPK		
79	KEITA El Hadj Mamadi	Conseiller		
80	KEITA Ismaël	DG/Projet/BAD	664306115	
81	KEITA Jeanne	Agent Compt/MPA	628 77 85 97	
82	KEITA Mohamed	CDPA/DNPM		
83	KEITA Mohamed	DNPM		
84	KEITA Moussa Kabassan	DG/CNSP	628364950	
85	KEITA Nounké	DNMM/Transport	622582683	nounkekeita@yahoo.fr
86	KEITA Sidiki	DN/pisciculture	664460143	
87	KOIKOI Toupou	SIAQPPA	657 55 62 95	toupoukk@yahoo.fr
88	KOMARA Kabiné	Haut Commissaire de l'OMVS		omvssphc@omvs.org
89	KONATE Fadouba	DG/SEDIPA	664217834	fapako@yahoo.fr
90	KONATE Fatoumata	CJ/ MPA	664 03 69 20	toufak99@yahoo.fr
91	KONATE Hadja Fatoumata	CJ/MPA	666036920	
92	KONOVALOU Oleg	Inter-Pêche-Flot	655825088	okonovalov777@gmail.com
93	KOULIBALY Mamadou	A/SG/M. PLAN	655295807	
94	KOUYATE Badjigui	CNSP	664356875	bkouyted@yahoo.fr

95	LUC Jean	DGA/SEDIPA		
96	LY El hadj Mohamed Moustapha	SE/Comité Paritaire	621087803	moustafaly@yahoo.fr
97	MAGASSOUBA Mambi	CNSHB	622298531	
98	MICHA Jean Claude			jean-claude.micha@fundp.ac.be
99	MILLIMONO Saa Wanalé	Fédérat.pisci-GF		
100	MILLIMONO Saa waralé	Fédération Piscil	657371412	
101	MOLBE Philippe	Préfecture Maritime	656731268	marine.cooperation.guinee@gmail.com
102	NIAMY Vincent Kawe	LCVD/ME		
103	OLIANO Luc Mamady	SEDIPA		
104	POUOMOGNE Victor			
105	SAKOU Koïkoï	Assistant Ministre	664207100	
106	SANDOUNO Mama Yawa	Inspect/Générale	628030357	
107	SANKON Fodé Mohamed	BSD		
108	SAVANE M'Mah	DG/SIAQPA	664427715	bondmah@yahoo.fr
109	SIDIBE Mohamed	BSD/MPA	628032079	
110	SOUMAH Abdoulaye	AJPAG	664231035	
111	SOUMAH Foulématou	FASPA		
112	SOUMAH Mickaël	UNPAG	664225068	
113	SOUMAH Mohamed	CNSHB	622017085	msoumah@cnsnb.org
114	SOW Abdoul	CJ/MPA	628789211	
115	SYLLA Fodé Sékou	SIAQPA		
116	SYLLA Ibrahima Sory	Conseiller	664383924	
117	SYLLA Mohamed	UNMHOG	664525250	
118	SYLLA Morlaye	UNPAG	664647464	
119	SYLLA Moussa	CNSP	622914638	
120	TALL Hassimiou	DNPM/MPA	622025893	tallhassimiou@yahoo.fr
121	TAMADOU Aboubacar	DRH/MPA	655270703	
122	TOUNKARA N' Na Cisse	DCP/Boulbinet	664609325	
123	TOUPOU Koïkoï	SIAQPA		
124	TOUPOU Siba	Direct/régional	622220416	
125	TOURE Alpha Joachim	DNPM	655265374	
126	TOURE Sékou	JICA/MPA	664408382	
127	YANSANE Hady Lamine	ADEPEG	666494710	